ISSN 1662 – 4599

17 mars 2008
8e année
Nº 11

AZA
8044 Zurich

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Evolution d'un «narco-Etat»

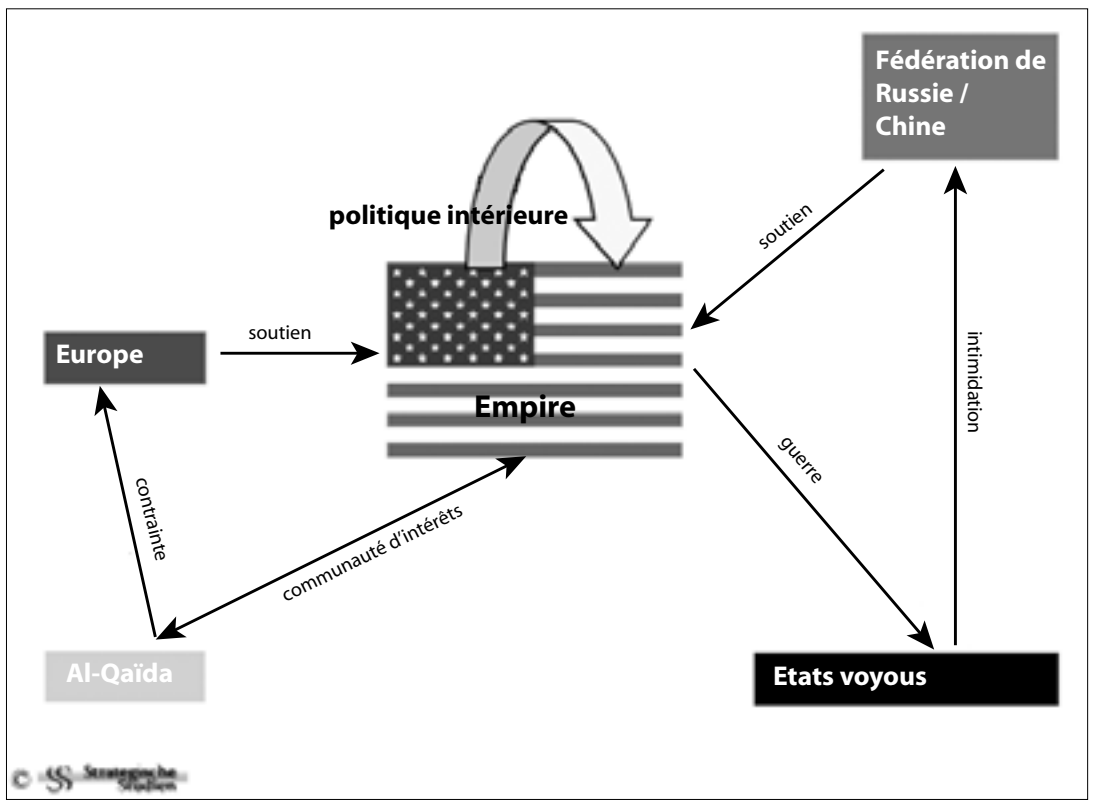
L'Afghanistan entre la criminalité organisée, le terrorisme et la politique hégémonique des Etats-Unis

par Albert A. Stahel et Claudine Nick, Institut d'études stratégiques de l'Université de Zurich

En Afghanistan, la culture du pavot et le trafic de drogue ainsi que l'occupation ne sont que des éléments de la politique hégémonique des Etats-Unis en quête du contrôle de l'Eurasie, de ses habitants, de ses matières premières et de ses biens. Avec la prise de Kaboul, il s'agissait également d'étendre la culture du pavot à la totalité de l'Afghanistan pour intensifier la production d'opium et d'héroïne, et cela dans le but de continuer à droguer et à faire payer les toxicomanes d'Europe et de Russie. Le présent article fait la lumière sur les tenants et aboutissants de la question.

Le dernier président communiste, *Mohammad Najibullah,* a démissionné en 1992 après que le général *Dostum* lui eut retiré son soutien et qu'il se fut emparé de la ville de Mazar-e Sharif dans le nord du pays[1]. Après une tentative de fuite manquée, Najibullah trouva refuge dans le bâtiment de l'ONU à Kaboul et c'est là qu'il fut sauvagement assassiné, le 4 octobre 1996, par des combattants talibans. En 1992 commença la destruction de la capitale. Sous diverses alliances, les chefs moudjahidine *Gulbuddin Hekmatyar, Abdoul Sayaf, Rachid Dostum* et *Ahmad Shah Massoud* s'efforcèrent de réduire la ville en cendres avec l'artillerie lourde et les chars.

Ce sont surtout ceux qui manipulaient Hekmatyar, les officiers des renseignements pakistanais, l'*Interservice Intelligence (ISI)* et les agents de la CIA qui tenaient absolument à s'emparer de Kaboul et à soumettre l'Afghanistan. Outre le prétendu objectif consistant à créer un arrière-pays stratégique, il s'agissait d'étendre à la totalité de l'Afghanistan la culture du pavot et d'intensifier la production d'opium et d'héroïne pour approvisionner les toxicomanes de Russie et d'Europe.



La chimère du terrorisme

Hekmatyar était certes un scélérat mais il a échoué en 1993 dans sa conquête de Kaboul à cause de la résistance de Massoud. Dès lors, il s'est agi pour les tireurs de ficelles d'Islamabad et de Washington de partir à l'assaut de Kaboul avec une troupe de choc. Comme par miracle, en 1994, la troupe aguerrie des talibans (étudiants en religion), s'était constituée autour du *Mollah Omar*. Les talibans étaient conseillés par le général *Nasrullah Babar*, ministre de l'Intérieur de *Benazir Bhutto*, ainsi que par des officiers pakistanais de l'ISI et commandés par d'anciens officiers de l'armée communiste qui, en tant que communistes nationalistes de l'aile Khalqi avaient cherché à renverser Najibullah en 1990 et, après l'échec du putsch, avaient fui auprès de Hekmatyar, leur allié au Pakistan. En 1994, les talibans et les officiers Khalqi, se mirent en marche et, en mars 1995, ils tentèrent de s'emparer une première fois de Kaboul. Ils furent repoussés par les troupes de Massoud qui ne put malheureusement pas les poursuivre jusqu'à Kandahar à cause des troupes hazaras qui, à la demande des talibans, menaçaient ses lignes arrière.

Après leur repli sur Kandahar, les talibans poursuivirent, en 1995, leur campagne de conquête contre Herat. La ville tomba à la suite d'une trahison. Après sa fuite, le gouverneur de Herat, *Ismael Khan*, fut trahi par Dostum et fait prisonnier par les talibans. En 1996, les talibans attaquèrent à nouveau Kaboul. Après avoir réussi à conquérir la province de Nangarhar, bastion de Hekmatyar, la capitale risquait d'être encerclée. Pour éviter une bataille d'encerclement, Massoud se replia avec ses combattants dans sa forteresse, la vallée du Panjshir. Jusqu'à son assassinat le 9 septembre 2001, il put repousser toutes les attaques des talibans. Il réussit temporairement à avancer dans la plaine de Shomali presque jusqu'à Kaboul et à s'emparer du tunnel de Salang.

En 1996, le Saoudien *Oussama ben Laden* pénétra en Afghanistan après avoir été chassé du Soudan. Il était accompagné, en plus de sa famille, des chefs de son organisation Al-Qaïda et en particulier du médecin égyptien *al-Zawahiri*. Les combattants aguerris d'Al-Qaïda devinrent désormais la colonne vertébrale militaire des talibans. Afin d'approfondir leur collaboration, la famille d'Oussama ben Laden s'allia avec le Pachtoune Omar, ce qui assura l'hospitalité au Saoudien. Cependant malgré ce renforcement militaire, les talibans ne réussirent pas à venir à bout de la résistance de Massoud et de ses fidèles. La vallée du Panjshir resta une forteresse. Les talibans essayèrent de faire reconnaître leur régime par la communauté internationale, ce qui faillit leur réussir grâce au projet de pipeline de la multinationale américaine *Unlocal*.

Lorsqu'en 1997 eurent lieu les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et de Dar es-Salaam (Tanzanie), le gouvernement Clinton détruisit les camps d'entraînement d'Al-Qaïda à Khowst avec des missiles de croisière. Officiellement, les tentatives en vue de la reconnaissance du régime taliban par la communauté internationale avaient échoué. Une dernière tentative visant à l'imposer fut la destruction des deux statues de Bouddha au printemps 2001.

La collaboration entre les talibans et Al-Qaïda fut cependant étendue à d'autres domaines. Dès la guerre contre les Soviétiques, on avait intensifié la culture du pavot dans les régions tribales pachtounes situées à la frontière, du côté pakistanais. La vente d'opium et d'héroïne issue de cette production servait à financer le djihad. Après la chute du gouvernement Najibullah, le financement américain des seigneurs de la guerre et des commandants fut stoppé par la CIA. Pour financer leurs forces armées, les seigneurs de la guerre n'eurent plus d'autre choix que d'étendre la culture du pavot en Afghanistan et d'imposer les trafiquants d'opium. Cette politique entraîna une extension considérable de la culture du pavot. L'argent récolté servit à l'achat

Suite page 2

Albert A. Stahel. Né en 1943, professeur de sciences politiques à l'Université de Zurich, il s'est spécialisé dans les études stratégiques. Il dirige l'*Institut d'études stratégiques* – axé principalement sur les théories stratégiques, le terrorisme, la criminalité organisée et l'analyse des conflits – et est un spécialiste de l'Afghanistan.

Claudine Nick-Miller. Née en 1955, infirmière diplômée, elle a étudié les sciences politiques à l'Université de Zurich et a fait des recherches portant essentiellement sur l'Afghanistan et le terrorisme.

Pour quelle raison les Allemands devraient-ils «apprendre à tuer et à mourir» en Afghanistan?

par Karl Müller, Allemagne

A quelques semaines du sommet de l'OTAN à Bucarest, du 2 au 4 avril, et trois mois avant la conférence sur l'Afghanistan, prévue pour juin, les Etats-Unis et leurs proches alliés ont renforcé leur pression sur l'Allemagne. Le président américain *George W. Bush* a, lors d'une rencontre avec le premier ministre danois à son siège à Crawford, exprimé qu'il s'attendait à ce que les pays alliés s'apprêtent à «porter une lourde charge».

La secrétaire d'Etat américaine, *Condoleezza Rice,* a pris la même position lors d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN le 6 mars à Bruxelles.

Mais en même temps, le candidat démocrate à la présidence, *Barack Obama,* exprimait crûment l'opinion que les Etats de l'OTAN ne pouvaient pas laisser les Etats-Unis et la Grande Bretagne seuls à accomplir la «sale besogne».

Des politiciens américains de tous les partis veulent entraîner l'Allemagne dans la guerre

Le grand maître de la stratégie américaine, *Henry Kissinger*, avait donc raison de prétendre, lors d'une interview accordée au magazine «Der Spiegel» du 18 février, qu'il ne fallait pas se faire des illusions quant à une diminution de la pression américaine après les élections présidentielles aux Etats-Unis.

Les communiqués, modifiés journellement, concernant les plans du gouvernement allemand quant à l'engagement du pays en Afghanistan, ne contribuent guère à clarifier la situation. Bien au contraire: il est vrai que la chancelière allemande *Angela Merkel* affirmait, dans une interview accordée au «Der Spiegel» le 3 mars, qu'il était exclu que des soldats allemands soient envoyés pour une longue durée dans le sud de l'Afghanistan – «un engagement dans le sud n'entre pas en ligne de compte» – et qu'en aucun cas le mandat actuel du parlement ne serait remis en question avant octobre. Le gouvernement allemand sait très exactement qu'une large majorité des Allemands refuserait un engagement renforcé dans la guerre d'Afghanistan.

Un dangereux opportunisme allemand en matière de guerre

Le gouvernement allemand est très lié à la politique américaine. Les inquiétudes, même de l'opposition parlementaire, quant à un pas supplémentaire dans la participation à cette sale guerre d'Afghanistan, apparaissent dans une question posée le 15 février par le groupe parlementaire du parti *Bündnis 90/ Die Grünen* et qui n'a toujours pas reçu de réponse. En acceptant d'envoyer 450 soldats allemands comme troupe d'intervention rapide, le gouvernement allemand a franchi, une fois de plus, le seuil vers l'intervention armée. C'est ce qui ressort de la réponse du gouvernement du 26 février à une question du groupe parlementaire *«Die Linke»,* qui montre bien que cette troupe d'intervention peut être engagée dans tout le pays. De plus, il est question – pour la première fois dans l'engagement de soldats allemands en Afghanistan – «d'opérations offensives contre des forces hostiles au gouvernement».

La réaction de la chancelière au coup perfide du Pentagone de passer une importante commande – 179 avions ravitailleurs au prix de 40 milliards de dollars – à la multinationale franco-allemande *Airbus*, et non pas à *Boeing* montre tout l'opportunisme dangereux du gouvernement allemand en matière de guerre. La chancelière Merkel, qui avait la veille même appelé, lors d'un Sommet de l'économie allemande, à un comportement

Suite page 2

«Pour quelle raison les Allemands…»
suite de la page 1

éthique s'extasia sur l'«énorme succès d'*Airbus* et de l'industrie aéronautique européenne» et souligna en même temps le fait que cette commande était «une marque de confiance dans la collaboration avec les Etats-Unis en matière de politique de sécurité». (Conférence de presse du gouvernement fédéral du 1er mars).

Comment est-ce possible d'être fier face aux continuels crimes de guerres perpétrés par les forces militaires US-américaines?

L'industrie de l'armement vise la guerre

Deux exemples démontrent à quel point l'industrie de l'armement, notamment allemande et européenne, vise la guerre: l'ancien général allemand *Klaus Naumann,* qui en appelle à une OTAN encore plus belliciste (utilisation d'armes nucléaires contre des Etats ne la possédant pas, principe de la majorité au sein de l'OTAN qui serait dirigé contre les Etats membres qui ne voudraient pas participer aux engagements militaires, etc. cf. *Horizons et débats* n° 5 du 4/2/08) et veut que l'Allemagne engage ses soldats dans la guerre en Afghanistan contre la volonté même de la population, a son siège dans le conseil d'administration de la multinationale française d'armement *Thales Group;* jusqu'en été 2005, il était président du conseil d'administration de l'entreprise d'armement *Odenwaldwerke Rittersbach AG.*

Le deuxième exemple: deux jeunes rédacteurs liés étroitement aux Etats-Unis (*Jan Techau* et *Alexander Skiba:* «Un engagement fort en Afghanistan») se sont prononcés en faveur d'un engagement militaire de l'Allemagne dans la revue *DGAP-Standpunkt,* publiée par la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V.* (DGAP). Cette DGAP - soutenue par l'ensemble de la classe politique allemande – perçoit des subventions de l'ordre de 10 000 euros par année, voire 25 000 euros de la part de l'industrie d'armement germano-européenne *(Daimler, EADS, Rheinmetall).* Il n'est donc pas surprenant que ce soient les partisans d'une participation à la guerre illimitée de l'Allemagne aux côtés des USA qui s'expriment dans un article de fond intitulé «L'OTAN en fin de course?» dans l'édition de mars de la revue *Internationale Politik* qui prépare le sommet de l'OTAN de Bucarest (également publiée par la DGAP).

C'est faire preuve de beaucoup de naïveté que de s'imaginer que les soldats allemands ont réellement une mission de défense de l'Allemagne dans l'Hindu Kuch; et c'est tout aussi naïf de croire que par la guerre en Afghanistan et l'occupation du pays, il s'agit d'empêcher des attentats terroristes.

Il faut s'opposer avec force au bellicisme du gouvernement américain

L'*Institut suisse d'études stratégiques* montre dans ses analyses quels sont les réels motifs de cette guerre. Il semble bien que la fin justifie les moyens pour le parti de la guerre («viser le contrôle et la domination de l'Eurasie, de ses populations, de ses matières premières et de ses biens»). Les forces d'occupation travaillent en étroite collaboration avec la criminalité organisée liée à la drogue, en ne s'embarrassant d'aucun scrupule dans le choix des moyens.

On doit donc se poser la question de savoir qui est actuellement responsable du grand nombre des héroïnomanes et des décès qui s'ensuivent. Quels sont les buts politiques visés lorsque des quantités d'héroïne toujours plus grandes arrivent en Russie et en Europe? Le gouvernement russe se plaint depuis des années de l'invasion du pays par le commerce afghan de l'héroïne.

Et maintenant on exige que les soldats allemands «apprennent à tuer et à mourir» pour un tel commerce honteux! Jusqu'où devra-t-on aller dans cette voie grotesque pour que le gouvernement allemand soit contraint d'y mettre le halte-là. Que faudra-t-il pour faire cesser les mensonges officiels?

Le gouvernement allemand doit savoir qu'en continuant de s'engager dans cette guerre, il ignore brutalement et sans scrupule la volonté de la population. En revanche, il faut aussi qu'il sache qu'il aurait l'appui de cette population dans la mesure où il s'opposerait de façon déterminée au bellicisme du gouvernement américain. •

«Evolution d'un ‹narco-Etat›»
suite de la page 1

d'armes pour leurs combats et la destruction de Kaboul.

Après leur accès au pouvoir, les talibans poursuivirent la politique de la drogue de leurs prédécesseurs. Eux aussi imposèrent les producteurs et les trafiquants pour financer leur politique. Oussama ben Laden mit ses relations commerciales à disposition pour faciliter l'écoulement de la drogue. Les graphiques tirés d'un rapport de l'ONU de 2007 sur la production mondiale de drogue montrent le développement de la culture du pavot et de la production d'opium en Afghanistan de 1990 à 2006.[2]

En 2001, le Mollah Omar interdit la culture du pavot mais pas le trafic d'opium et d'héroïne. Les trafiquants qui disposaient d'importants stocks d'opium devinrent extrêmement riches. Après la chute des talibans en 2001, les seigneurs de la guerre reprirent le contrôle de la production et du trafic. Les trafiquants disposaient d'énormes moyens financiers pour soutenir les cultures et financer la protection de la production et du trafic. Comme on le voit sur les graphiques, la production augmenta considérablement à partir de 2002. Actuellement, la part de l'Afghanistan à la production mondiale d'opium est de 95% et celle de l'héroïn de plus de 85%. Mais malgré son importance, le prix du kilo d'opium brut pour les acheteurs des provinces de Nangarhar et de Kandahar s'est stabilisé depuis juillet (cf. graphique).[3]

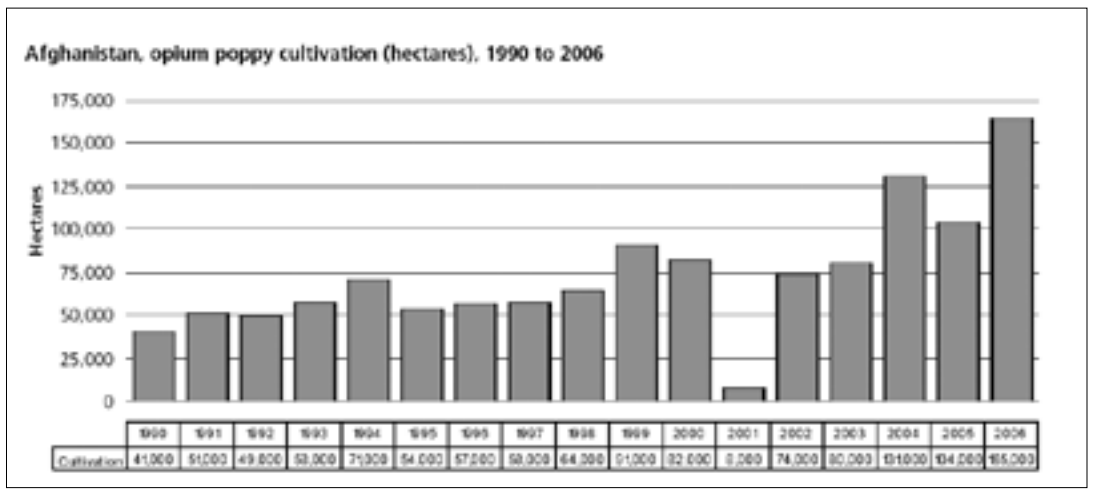
Une des raisons de cette stabilité est certainement que la production mondiale d'opium et d'héroïne est restée stable ces dernières années en raison de la baisse de production dans les Etats d'Asie du Sud-Est (Myanmar, Laos, Thaïlande, Vietnam).[4] Le rapport[5] de l'*Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)* ne dit rien des causes de cette baisse.

La criminalité organisée (CO) en Afghanistan

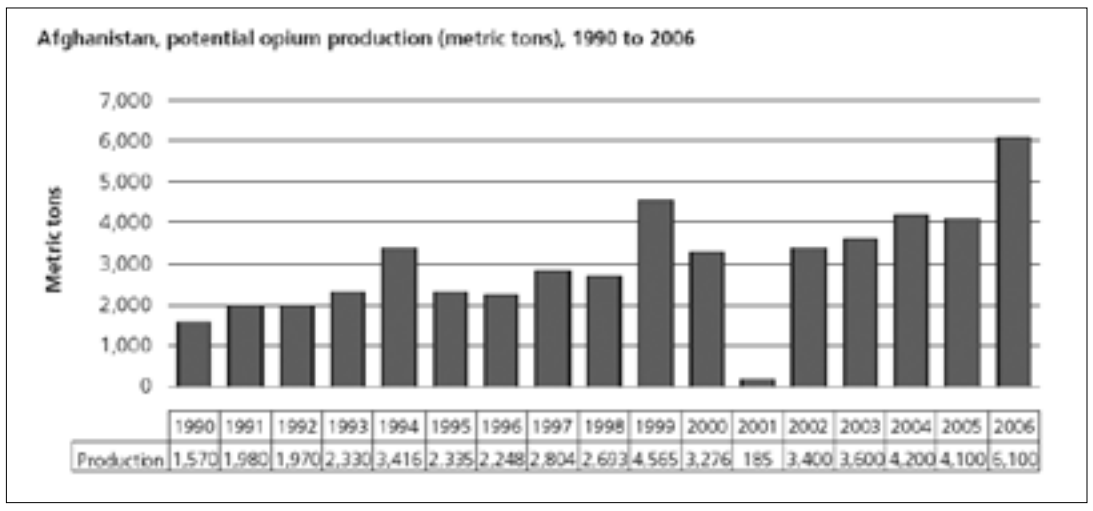
A la suite de la demande des Etats industrialisées occidentaux lors de la conférence de Petersberg, des structures démocratiques ont été introduites en Afghanistan et le processus politique a été modifié. Toutefois tous les connaisseurs du pays savent qu'il n'est dirigé démocratiquement qu'en apparence. Les anciennes structures tribales et celles des moudjahidine ont fondamentalement subsisté. Malgré cela, les pressions internationales ont amené certains changements surtout en ce qui concerne le contrôle de la culture du pavot et du trafic de drogue. Aussi bien les seigneurs de la guerre que les dirigeants de Kaboul installés par la communauté internationale ont dû prendre officiellement leurs distances par rapport au trafic de drogue et céder le contrôle de cette économie souterraine à d'autres. Ce sont des hommes d'affaires ayant des relations avec les Etats occidentaux qui se sont chargés de ce contrôle et ils ont été soutenus par le ministère de l'Intérieur et la Police.

Selon le rapport commun de l'UNODC et de la *Banque mondiale* intitulé «Afghanistan's Drug Industry», depuis 2003, des personnes clés ont procédé à une restructuration progressive et à une consolidation du contrôle de la culture du pavot et du trafic de drogue. La plupart de ces personnes agissent à partir du Sud du pays. Ce milieu criminel s'est acquis par la corruption la complicité de membres importants du gouvernement qui leur accordent en retour la protection dont ils ont besoin pour leurs affaires. Contrairement à l'époque des moudjahidine et des talibans, il existe maintenant en Afghanistan une CO structurée hiérarchiquement qui est patronnée par les politiques et protégée par la Police. Le graphique montre cette pyramide.[6]

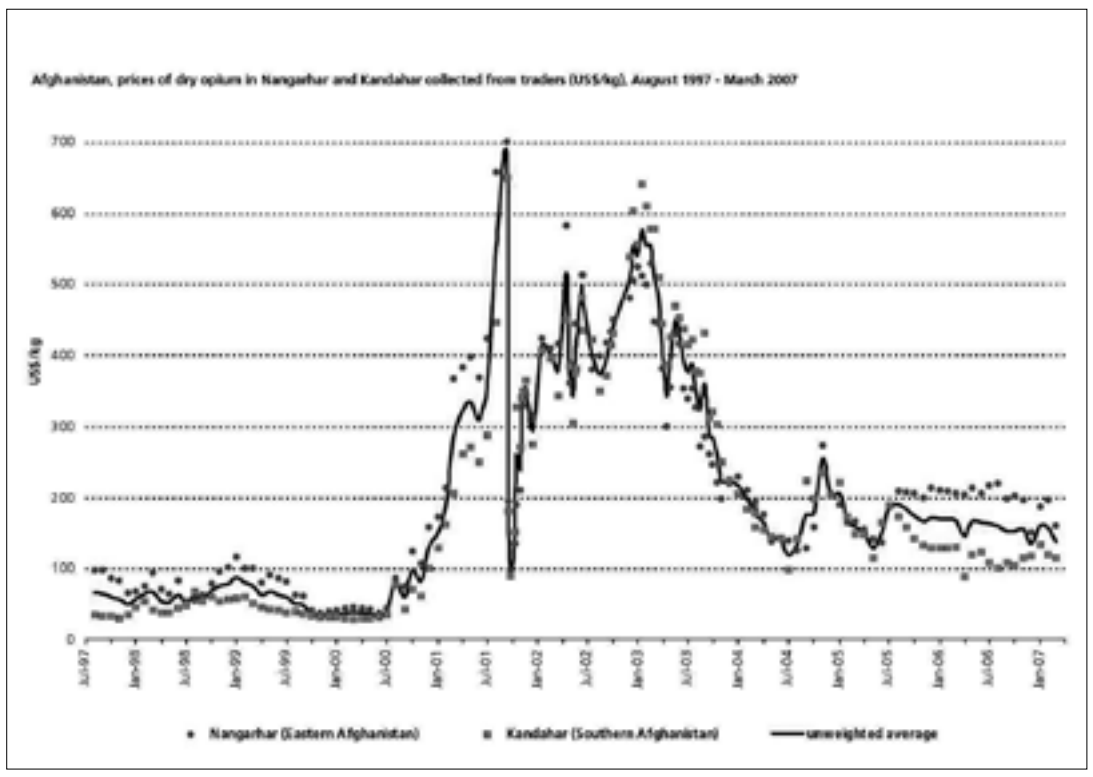
Au sommet, on trouve 20 à 30 individus avec leurs organisations de trafiquants. 15 d'entre elles opèrent à partir des provinces du Sud. Ces criminels ne viennent pas du milieu des anciens seigneurs de la guerre. Ce sont soit d'anciens politiciens d'avant ou d'après l'époque des talibans soit des religieux, voire d'anciens membres d'ONG. Depuis le Sud – provinces de Zabul, de Kandahar, d'Uruzgan, de Helmand, de Nimruz – certains d'entre eux commercent également avec les producteurs et les trafiquants des provinces du Nord: Balkh, Sari Pul et Samagan.



La culture du pavot en Afghanistan (en hectares) de 1990 à 2006.



La production d'opium en Afghanistan (en tonnes) de 1990 à 2006.



Le prix du kilo d'opium brut dans les provinces de Nangarhar et de Kandahar.

Juste en dessous, on trouve 200 à 250 grands trafiquants de l'ensemble du territoire qui s'appuient sur 500 à 600 trafiquants qui, à leur tour, se fournissent auprès de 10 000 à 15000 trafiquants locaux. Selon le rapport, l'ensemble de la production d'opium est exploitée par 350 000 familles.[7]

Cette pyramide est protégée par une organisation qui relève du ministère de l'Intérieur. En font partie la police locale, les chefs de police des districts, les chefs de police des provinces, y compris le chef de la lutte contre la drogue. Grâce à la corruption, les chefs de la CO sont bien protégés. La drogue est exportée à travers l'Iran, la Turquie, l'Asie centrale, la Russie, le Pakistan et la péninsule Arabique. Pour les paiements et les pots-de-vin, la CO afghane s'appuie sur le système *hawala.*[8] En arabe, «hawala» signifie «transfert». Ce système permet le transfert d'argent et de valeurs d'un endroit à l'autre sans qu'il y ait forcément de circulation d'argent ou de biens. Ces prestations sont assurées par des courtiers, les *hawaladars*. Sans ce système, la CO afghane ne fonctionnerait pas. Les représentants du système sont étroitement liés aux centres financiers de Karachi, Dubaï, Bombay, Londres, New York et Shanghai. Il n'y a rien d'étonnant à ce que la CO afghane ait recours au système hawala pour ses transactions financières. En 2004 et 2005, les flux financiers du système hawala ont été de 5,6 à 6,1 milliards de dollars. Il existe une étroite symbiose entre ce système et le trafic de drogue afghan.

Autrefois, les passeurs de fonds des hawaladars se faisaient constamment attaquer. Grâce à la FIAS, leur sécurité s'est améliorée. Le système n'est pas seulement responsable des transferts d'argent du trafic de drogue mais également de l'achat de biens au moyen de cet argent et par conséquent du blanchiment d'argent. Tandis que l'argent destiné à l'achat de la drogue vient du Pakistan et même en partie de Londres et de New York, les biens pour le blanchiment viennent de Dubaï (Emirats arabes unis) de Chine, du Japon et d'Allemagne.

Selon le rapport de l'ONU et de la Banque mondiale, les Afghans contrôlent des segments du système hawala au Pakistan, aux Emirats arabes unis et en Arabie saoudite. Les hawaladars de la drogue de Kandahar et de Helmand sont même en contact étroit avec le marché financier londonien. Le marché hawala afghan s'appuie, en plus de Dubaï, sur le réseau pakistanais qui est lié avec Londres. L'argent de la drogue est investi, donc blanchi aux Emirats arabes unis (Dubaï) et au Pakistan.

Terrorisme d'Al-Qaïda

Le Saoudien Oussama ben Laden a tissé petit à petit son réseau terroriste Al-Qaïda à partir des années 1980 grâce au soutien des Services secrets pakistanais, des USA et de l'Arabie saoudite. A Peshawar, son centre d'affaires au Pakistan, il était responsable de l'enregistrement des combattants recrutés dans les différents pays islamiques pour la guerre en Afghanistan. La guerre faisant de nombreuses victimes parmi les moudjahidine afghans, il fallait les remplacer.

Alors que les armes venaient de Chine, d'Egypte, d'Israël et du marché noir, ben Laden réussit, en instrumentalisant la

Suite page 3

«Evolution d'un ‹narco-Etat›»
suite de la page 2

guerre, à recruter pour ce djihad de jeunes fanatiques et des chômeurs dans tout le monde islamique. Ils furent équipés dans les régions tribales du Pakistan et envoyés au combat. Nombreux sont ceux qui y laissèrent leur vie et il s'agit alors d'informer leurs familles sur le sort de leurs martyrs. Les survivants eurent la possibilité de retourner dans leurs familles. C'est de ces missions que s'occupait ben Laden. Grâce à ce contrôle, il put établir une banque de données sur tous ces combattants étrangers. A son retour du Pakistan, il emporta ces documents. Ce fut la première étape de la constitution d'Al-Qaïda.

Quand il fut chassé d'Arabie saoudite, il s'établit au Soudan. Grâce à sa collaboration avec al-Zawahiri, il consolida le réseau et envoya des combattants en Somalie pour s'attaquer aux Américains. Ses agissements eurent pour conséquence que les dirigeants soudanais subirent des pressions des Etats-Unis et d'Arabie saoudite. En 1996, il dut quitter le pays. Grâce à ses excellentes relations avec l'ISI et à son intervention auprès du Mollah Omar, il obtint l'hospitalité de l'Afghanistan, hospitalité dont il abusa notamment pour préparer les deux attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salaam.

Malgré les attaques américaines aux missiles de croisière et la destruction des camps de Khowst, il put rester en Afghanistan, et cela pour plusieurs raisons. D'une part, il avait des liens familiaux avec le Mollah Omar, d'autre part les règles d'hospitalité pachtounes l'exigeaient. En outre, grâce à ses relations commerciales, il aidait les talibans à écouler l'opium et l'héroïne et les soutenait avec ses combattants d'élite dans leur lutte contre les troupes de Massoud. Il fut uniquement un peu limité dans sa liberté de mouvement.

Après les attentats du 11 septembre 2001, l'Afghanistan fut bombardé du 7 octobre au 6 décembre par l'aviation américaine. A la chute du régime du Mollah Omar, non seulement les talibans furent chassés mais également ben Laden et ses hommes. Grâce au soutien tacite de mercenaires afghans des Américains, ils trouvèrent refuge dans les zones tribales pakistanaises du Waziristan. C'est dans cette région inaccessible qu'il est censé se trouver depuis lors, mais on doute qu'il soit encore en vie.

Ce qui est sûr, c'est que son adjoint et mentor al-Zawahiri est encore en activité. Grâce à l'argent de la culture du pavot et de la vente de l'opium et de l'héroïne, Al-Qaïda put, par le biais des *medressas* - écoles religieuses - du Pakistan, continuer à recruter ses combattants et à les envoyer commettre des attentats. D'Angleterre, des volontaires dont les familles viennent du sous-continent indiens ne cessent de venir dans les camps où on les forme, les endoctrine et les prépare pour des attentats en Grande-Bretagne.

Ces activités s'exercent sous la protection de l'ISI, qui constitue le véritable gouvernement pakistanais et contrôle le pays. Mais derrière l'ISI se trouve la CIA qui, à l'origine, a encouragé et soutenu la formation d'Al-Qaïda pour le djihad afghan. Ces deux services de renseignements, l'ISI et la CIA, connaissent bien les activités d'Al-Qaïda dans les zones tribales pakistanaises.

Il existe un accord tacite de collaboration entre le gouvernement Bush et les chefs d'Al-Qaïda. Al-Qaïda peut dans une certaine mesure et sous le contrôle de l'ISI recruter, former et envoyer au combat ses militants et en retour le gouvernement américain utilise la menace d'attentats pour faire pression sur les Américains et pour discipliner ses alliés européens. En raison du danger que représente Al-Qaïda, sur lequel on ne cesse d'insister, ces Etats sont prêts à soutenir avec des soldats et de l'argent la guerre en Irak et en Afghanistan qui sert la politique hégémonique des Etats-Unis. Obéissant aux souhaits des Américains, les forces armées des alliés sont transformées en polices auxiliaires. Tout ce qui est censé être utile à la sécurité de l'Amérique sert également à contrôler les alliés. Depuis 2001, une communauté d'intérêts efficace s'est établie entre les Etats-Unis et Al-Qaïda.

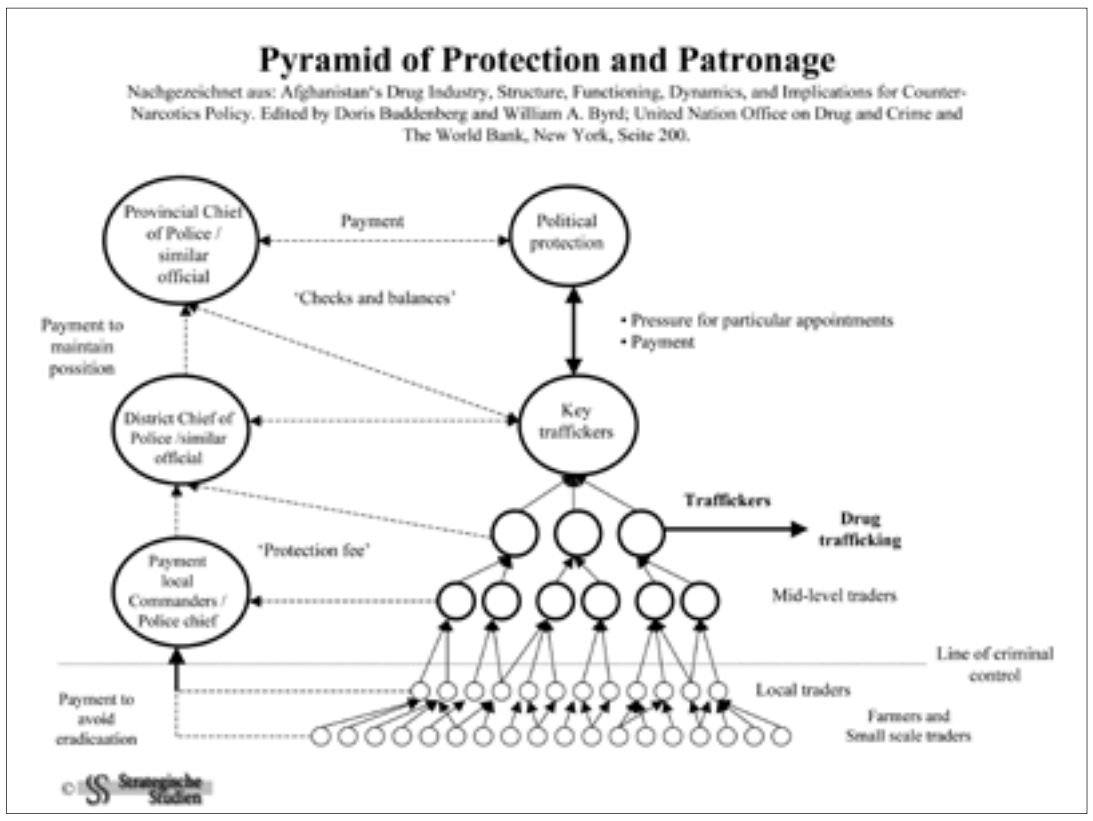
Politique hégémonique des Etats-Unis

Conformément au projet esquissé par l'ancien conseiller à la sécurité *Zbigniew Brzezinski* dans «le Grand Echiquier»,[9] les Etats-Unis, depuis l'effondrement de l'URSS, mettent la main sur les régions riches en matières premières sans rencontrer d'obstacles. Sous la menace de leur puissante armée, ils imposent leur volonté aux petits Etats et lorsque ceux-ci ne veulent pas céder, comme l'Irak, ils les attaquent et les occupent. Leur objectif consiste dans la sécurisation et le contrôle exclusifs des gisements de pétrole et de gaz naturel. Il s'agit non seulement d'assurer à long terme, grâce à ces matières premières, le moteur de l'économie, mais, en contrôlant ces régions, de dominer les économies en plein essor de la Chine et de l'Inde.

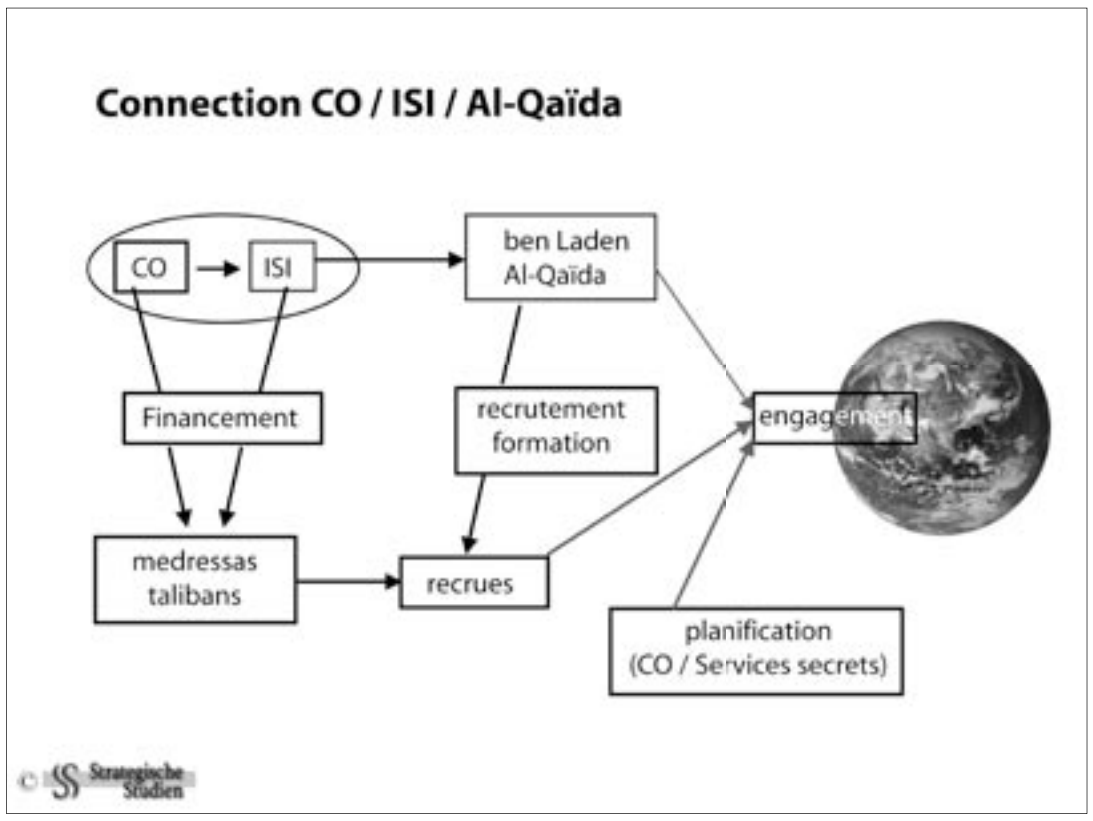
L'objectif à long terme de cette géopolitique est, comme l'écrit Brzezinski, la domination de l'Eurasie. C'est à cela que servent également la collaboration avec Al-Qaïda, qui doit répandre la terreur, et la diabolisation de l'Islam. La Russie doit être démantelée en tant qu'Etat. A la périphérie de cet Etat, le plus grand d'Eurasie, c'est-à-dire au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est et en Asie centrale, on installe des bases militaires. Le maillon manquant de cette chaîne de bases est l'Iran dont le sort, c'est-à-dire un changement de régime, a probablement déjà été décidé par le gouvernement Bush. Outre l'installation de bases, les guerres, le chantage à Al-Qaïda, on projette et construit, avec le soutien des multinationales pétrolières américaines, des oléoducs à partir du Caucase et de l'Asie centrale. Ainsi, les Américains contournent la Russie et renforcent leur influence dans cette région d'importance mondiale. Mentionnons à ce sujet l'oléoduc qui va de l'Azerbaïdjan à la Méditerranée en passant par la Géorgie et la Turquie et celui qui va du Turkménistan au Pakistan en passant par l'Afghanistan. Ce n'est pas un hasard si le président afghan Karzai et l'ancien ambassadeur américain à Kaboul Khalizad sont l'un un ancien et l'autre un actuel collaborateur d'*Unlocal*. D'ailleurs, les Chinois avaient l'intention, en raison de leurs droits de forage, d'acheter cette compagnie, achat que le gouvernement Bush s'est empressé d'empêcher.

Conclusion

La culture du pavot et le trafic de drogue afghans ainsi que l'occupation du pays ne sont que des éléments de la politique hégémonique des Etats-Unis qui cherchent à dominer et à contrôler l'Eurasie, ses habitants, ses matières premières et ses biens. Malgré ses succès, cette politique a aussi ses revers. En font partie la guerre en Irak qui ne pourra pas être gagnée, l'expulsion des Américains hors de l'Ouzbékistan par son président *Karimov* et la stratégie du président russe *Poutine*. Le fait que depuis la fin de la guerre froide, l'indépendance des Etats d'Eurasie repose précisément sur la politique de Poutine constitue un camouflet infligé à tous ceux qui sont attachés à la liberté. Lui seul est en mesure d'empêcher la réalisation du projet de Brzezinski et donc de la suprématie mondiale des Etats-Unis. Certes, il existe en Europe des politiciens favorables à une *pax americana* au niveau mondial, mais l'abandon de la liberté au profit du silence des cimetières obtenu par l'oppression représente un prix élevé. •



La pyramide du patronage et de la protection de la criminalité organisée en Afghanistan.



Connection CO / ISI / Al-Qaïda: le recrutement et l'engagement de combattants Al-Qaïda.

[1] Brechna, H., *Die Geschichte Afghanistans. Das historische Umfeld Afghanistans über 1500 Jahre*, vdf Hochschulverlag AG an der ETH Zürich, 2005, p. 383

[2] *World Drug Report 2007*, United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), New York, 2007, pp. 196-197

[3] ibid., p. 198

[4] ibid, p. 38 sqq.

[5] *Afghanistan's Drug Industry, Structure, Functioning, Dynamics and Implications for Counter-Narcotics Policy*, edited by Doris Buddenberg and William A. Byrd, United Nations Office on Drugs and Crime and the World Bank, New York, 2007, pp. 16 sqq., 198 sqq.

[6] ibid., pp 200, 203 et 204

[7] ibid. p. 204

[8] ibid. pp. 164 sqq.

[9] Brzezinski, Z., le Grand Echiquier. *L'Amérique et le reste du monde,* Hachette Littératures, 1997

(Traduction *Horizons et débats)*

Une semaine de guerre de la FIAS en Afghanistan

ef. Les instances de la Bundeswehr rapportent chaque semaine sur les faits de guerre en Afghanistan. Les derniers chiffres montrent clairement que le nombre d'interventions augmente constamment. Ainsi, pour la semaine du 18 au 24 février 2008 il y eut 93 événements, déclarés de sécurité, (la semaine précédente il y en avait 74 – les chiffres de la semaine précédente sont entre parenthèses).

Les chiffres suivants sont un relevé de ces événements:

- 59 (47) tirs et combats
- 17 (14) attaques à l'explosif, dont 5 (3) attentats suicides
- 16 (13) tirs au mortier ou par missiles
- 1 (2) soldat de la *FIAS* tué
- 7 (8) blessés (les victimes afghanes ne sont pas décomptées)

Les lieux suivants en Afghanistan ont été touchés:

- 1 (1) dans le nord
- 1 (0) dans l'ouest
- 89 (72) dans le sud et dans l'est

«Amicale Afghanistan Suisse»

L'association «Amicale Afghanistan Suisse» soutient le travail de son membre fondateur Khazan Gul qui vit dans la région de Khost en Afghanistan. C'est une personnalité respectée de la tribu des Tani. Il garantit que les dons sont utilisés selon leur destination. L'association qui siège à Eschlikon, au canton de Thurgovie, a pour but de favoriser l'éducation ainsi que l'agriculture dans la région de Khost. Cela inclut la construction d'écoles et d'une école agricole, l'enseignement des élèves et la formation d'enseignants et d'agriculteurs.

Si vous voulez soutenir ce travail, vous êtes cordialement invités à devenir membre de l'association «Amicale Afghanistan Suisse».

Landwirtschaft für den Frieden

Freundeskreis Afghanistan Schweiz (Amicale Afghanistan Suisse)
Gartensiedlung 17 • 8360 Eschlikon
Téléphone +41 71 971 47 58
Courriel: kontakt@freundeskreis-afghanistan.ch
www.freundeskreis-afghanistan.ch
Raiffeisenbank • 9500 Wil
CCP 90-2163-8
IBAN: CH43 8132 0000 0083 8818 9

Asegurar la paz mundial – el deber más urgente de la ONU

7ª Sesión del Consejo de Derechos Humanos

*por Profesor Dr. Alfred de Zayas, Ginebra**

El 3 de marzo, en la sala grande de la asamblea general del Palacio de las Naciones en Ginebra, fue inaugurado el 7 período de sesiones del Consejo de Derechos Humanos de la ONU por su Secretario General, *Ban Ki Moon*. El mundo tiene muchos problemas y en este período de sesiones va a haber mucho para hacer.

El jueves 6 de marzo, se aprobó una resolución con 33 votos a favor, por la cual se condenaron tanto los ataques israelíes en las zonas palestinas como el lanzamiento de misiles por parte de los Hamas. Suiza votó a favor, la Unión Europea se abstuvo y Canadá votó en contra.

También se discutió sobre la intrusión colombiana en Ecuador, contraria al derecho internacional, la cual no sólo fue un delito sino además, según la hubiera calificado *Talleyrand*, una estupidez. De este modo, las negociaciones éxitosas hechas hasta ahora con las *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC) para la liberación de rehenes quedarán frustradas, y la FARC no va a estar fácilmente dispuesta a liberar otros rehenes.

A todos nos entristece la noticia que la Alta Comisionada de los derechos humanos, *Louise Arbour*, no se presentará para otro mandato de cuatro años y abandonará Ginebra en el verano. Con frecuencia demostró mucho coraje y criticó las deficiencias de la UE y EE.UU. con respecto a los derechos humanos. En general, ella goza el respeto por parte de los estados y es apreciada por sus colaboradores en el Secretariado. Pero después de cuatro años en funciones, es evidente que estaba saturada de la presión política de los estados, que quieren continuar con sus violaciones de derechos humanos sin ser criticados.

El viernes 7 de marzo, en la Sala XXII, tuvo lugar una mesa redonda sobre la indigencia y el derecho humano a la paz, a cargo de la *Asociación Española para el Desarrollo y la aplicación del Derecho Internacional de s Derechos Humanos*, en la que participaron unas 60 personas.

Los participantes de la mesa redonda, comprometidos por la paz (foto avd)

Fue presentada por el Profesor *Carlos Villán Durán,* Presidente de la *Spanish Society of the Advancement of International Human Rights Law,* y la mesa estaba presidida por *Charlotte Le Den* del *Institut International de Recherches pour la Paix* (Ginebra), *Rogate Mshana* del *Consejo Mundial de Iglesias, Viet Tu Tran* de la Alta Comisaría para derechos humanos, *Mario Yutzis,* ex Presidente de la Comisión de la ONU contra la discriminación de razas y yo.

El Profesor Villán Durán habló del derecho humano a la paz en la *Declaración de Luarca,* sobre la que *Horizons et débats* ha informado en varias ocasiones. Mientras tanto, se han realizado muchos encuentros regionales, y más de 200 organizaciones no gubernamentales con status de consultación en la ONU, han aprobado esa declaración. El profesor argentino Yutzis se expresó filosóficamente sobre el derecho a la cultura e identidad, sobre el derecho a un futuro, sobre el derecho a los propios sueños al que definió: *el derecho de soñar.*

Como mi tema era el derecho al desarrollo, diserté sobre lo referente a éste en las resoluciones e informes de la ONU. Recordé las metas de desarrollo aprobadas en el 2000 por el Millennium-Summit y revocadas en 2005 por la Asamblea General. Merece la pena mencionar nuevamente las metas que deberían lograrse hasta 2015:

Meta 1: Eliminar la indigencia y el hambre. (Reducir a la mitad los ingresos que sean menores de un dólar por día. Se deberá reducir el número de víctimas que padecen hambre.)

Meta 2: Garantizar acceso a la enseñanza primaria para todos los niños. (Cada cuarto niño no puede asistir a la escuela: el 22% de los niños y el 25% de las niñas en todo el mundo no acceden a la educación. En Africa, al sur del Sahara, cada segundo niño no asiste a las clases.)

Meta 3: Impulsar la igualdad y una mayor influencia de la mujer. (Dar acceso a las niñas a todos los grados de enseñanza y fortalecer a las mujeres por medio de la educación. En el promedio mundial de los que no asisten a la escuela, 100 son varones y 115 niñas. La educación de las jóvenes es, a largo plazo, una forma de desarrollo muy eficaz. Cada mujer jóven que aprenda a leer, escribir y a informarse, va a poder contribuir, siendo adulta, al desarrollo económico de su país.)

Meta 4: Disminuir la mortalidad infantil. (Reducir dos tercios de los casos de mortalidad de niños menores de cinco años. Cada minuto mueren 21 niños de enfermedades evitables como diarrea y pulmonía. Entre otros factores, con la mejora de los servicios de sanidad y campañas de vacunación, se pudo reducir la mortalidad infantil en un 18% desde 1990.)

Meta 5: Mejorar la salud de las madres. (Disminuir tres cuartos de los casos de muerte por maternidad. Día a día mueren 1400 jóvenes y mujeres por complicaciones durante el embarazo o en el parto.)

Meta 6: Combatir SIDA, malaria y otras enfermedades graves. (En el mundo entero viven 46 millones de personas con el virus de sida; más de dos millones son niños. Cada minuto muere un niño de malaria. Mientras que en algunos países se lograron resultados positivos en la lucha contra la malaria desde 1990, el virus de sida sigue expandiéndose.)

Meta 7: Garantizar un medio ambiente adecuado. (En el mundo viven 425 millones de niños y jóvenes en hogares sin acceso al agua potable. Anualmente mueren 1,5 millones de niños por diarreas antes de haber alcanzado los cinco años de edad. Más de 980 millones viven sin instalaciones sanitarias.)

Meta 8: Lograr una colaboración global para el desarrollo, para poder alcanzar con éxito las metas fijadas en el Millennium. (Niños sanos, vitales, con una perspectiva de vida, son la llave para el desarrollo de un pueblo, una región, un país. También son la llave para la autoayuda. Por eso la obra benéfica para la infancia de las Naciones Unidas, en su trabajo conjunto para el desarrollo, aboga sobre todo por lo que concierne a los niños.)

Para lograr las metas de desarrollo del Millennium, es indispensable asegurar la paz mundial. Por eso es tan importante el derecho humano a la paz, ya que éste hace posible el reclamar otros derechos. En tiempos de guerra siguen manteniéndose las normas de los derechos humanos, pero son violadas diariamente. Este año se realizarán otras conferencias sobre la declaración de Luarca, con el propósito de aprobar un texto definitivo en el año 2008 que deberá ser aprobado por el consejo de Derechos Humanos y la Asamblea General de la ONU. *Pax optima rerum.* •

Traducción Horizons et débats

* Alfred de Zayas, Geneva school of Diplomacy, *www.alfreddezayas.com*

Creación del «foro católico-musulmán»

Reunión en el Vaticano de una delegación de líderes musulmanes

Zenit.org. Por invitación del Papa *Benedicto XVl.,* el 4 y 5 de marzo se ha realizado en el Vaticano un encuentro entre una delegación de líderes musulmanes y representantes del *Consejo Pontificio para el Diálogo Interreligioso.* El Vaticano propuso ese encuentro como respuesta a una carta dirigida al Papa por 138 personalidades musulmanas, el 13 de octubre pasado, con el título: «Una palabra común entre nosotros y vosotros»

«Estamos gustosamente dispuestos a un tal encuentro» escribió el Príncipe de Jordania *Ghazi bin Muhammad bin Talal* el 12 de diciembre de 2007, en contestación a una carta del Papa Benedicto, en la que éste agradece a los 138 letrados por su iniciativa. El director del Instituto *Aal al Bayt* para el Pensamiento Islámico en Amán, fue el iniciador de la carta abierta dirigida al Papa y a la cristiandad.

Los guías de las delegaciones que se han encontrado en el Vaticano en estos días son: Cardenal *Jean-Louis Tauran,* Presidente del Consejo Pontificio para el diálogo interreligioso y el jeque *Abdel Hakim Murad Winter,* inglés, profesor de estudios islámicos en la «Shaykh Zayed Divinity School» de la Universidad de Cambridge. En una declaración conjunta de prensa, ambos se declararon conformes a la continuación y profundización del diálogo católico-musulmán. Se acordó de establecer un «Foro católico-musulmán», y organizar el primer seminario del Foro en Roma, del 4 al 6 de noviembre de 2008.

En esa sesión de trabajo, participarán 24 líderes religiosos y profesores de ambas partes. El tema del seminario será «Amor de Dios, amor al prójimo». Los subtemas: «Fundamentos teológicos y espirituales», y «Dignidad humana y respeto recíproco». Al finalizar los trabajos, los participantes serán recibidos en audiencia por su Santidad el Papa Benedicto XVl.

La delegación islámica en este encuentro en el Vaticano estaba compuesta por cinco estudiosos de cinco naciones: Jeque Adbel Hakim Murad Winter; *Aref Ali Nayed,* libio, antiguo profesor en el Pontificio Instituto de Estudios Árabes e Islámicos (PISAI), *Sergio Yahya Pallavicini,* italiano, vicepresidente de la Comunidad Religiosa Islámica de Italia (COREIS), *Ibrahim Kalin,* turco, director de la «Seta Foundation» en Ankara y *Sohail Nakhooda,* jordano, director de «Islamica Magazine» publicado en EE.UU.

La delegación católica estaba compuesta por el presidente del Consejo Pontificio para el Diálogo Interreligioso, cardenal Jean-Louis Tauran, el secretario de ese organismo vaticano, Arzobispo *Pierluigi Celata,* jefe de la oficina para el Islam, Monseñor *Khaled Akasheh,* el presidente de PISAI, Padre *Miguel Ángel Ayuso Guixot,* y el profesor invitado de la Pontificia Universidad Gregoriana, Padre *Christian W. Troll* S.J.

El sacerdote *Andrea Pacini*, consultor de la «Comisión para las Relaciones Religiosas con el Islam», subordinado al Consejo interreligioso, declaró en *Radio Vaticano*: «El tema ‹libertad religiosa› es un punto difícil en las discusiones interreligiosas, pero justamente por eso es tan importante.»

En general, él ve grandes diferencias entre los países musulmanes: «Por ejemplo, el actual emir en Qatar ha permitido a la comunidad cristiana construir una iglesia. Para esos cristianos esto significa que no tienen que seguir viviendo en la clandestinidad. Además, fue el estado quien les regaló el terreno».

Una regulación jurídica global que tutele la libertad religiosa es indispensable, agregó el sacerdote, así como es imprescindible un constante diálogo. •

Fuente: *www.zenit.org* del 5.3.2008

«Si los musulmanes y los cristianos no conviven en paz, no puede haber paz en el mundo»

De la carta abierta del 17 de octubre de 2007 de 138 teólogos musulmanes al Papa Benedicto XVl y a toda la cristiandad

«La búsqueda de criterios comunes entre musulmanes y cristianos no es sólo una cuestión de un diplomático diálogo ecuménico entre líderes religiosos elegidos. El cristianismo y el Islam son las religiones más grandes en el mundo y en la historia, es decir las dos más grandes.

Está comprobado que cristianos y musulmanes representan más de un tercio, es decir más de una quinta parte de la humanidad. Juntos constituyen el 55% de la población mundial, y por eso la relación entre esas dos comunidades religiosas es el factor más importante para contribuir a una paz transcendental en el mundo. Si los musulmanes y los cristianos no conviven en paz, no puede haber paz en el mundo. Considerando las armas terribles que hay en el mundo, el entrelazamiento sin precedentes entre musulmanes y cristianos, ninguna parte puede ganar unilateralmente un conflicto en el que estaría implicado más de la mitad de la población mundial. Por eso se trata de nuestro futuro común. Incluso tal vez esté en juego la pura supervivencia del mundo.

A todos aquellos, que ignorando ésto, se deleitan en conflictos y destrucción persiguiendo sus propios objetivos, o que piensan por último sacar ganancia de ello, les queremos decir, que también nuestras almas inmortales están en juego si no hacemos serios esfuerzos para convivir en paz y armonía. Dios dice en el Corán sagrado: ‹Alá manda a hacer y dispensar la justicia y el bien sin provecho propio, como a los similares; y él prohibe lo infame, lo evidentemente malo y los desbordes. Él os exorta a que lo tomen en consideración.› (La aveja, 16:90). Jesucristo dijo: ‹Bienaventurados los constructores de la paz …› (Mateo 5,9) y también: ‹De qué le sirve al hombre si gana el mundo entero y pierde su vida?› (Mateo 16,26)

Por eso nuestras diferencias no deben llevarnos al odio y a la disputa entre nosotros. Apostemos más bien entre nosotros por la justicia y las buenas obras. Respetémonos los unos a los otros, seamos leales, justos y amistosos entre nosotros, vivamos en una paz verdadera, armonía y benevolencia mutua.»

fuente: http://www.acommonword.com

Traducción Horizons et débats

Fondation du «Forum islamo-catholique»

Les représentants du monde islamique reçus au Vatican

zenit.org. Sur invitation du pape *Benoît XVI,* les 4 et 5 mars, de hauts représentants du monde islamique ont rencontré leurs homologues catholiques au sein du *Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux* au Vatican pour des entretiens. En réponse de la lettre invitant au dialogue du 13 octobre 2007, signée par 138 sages de l'Islam et intitulée «Une parole commune», le Vatican avait proposé une telle rencontre avec des représentants islamiques porteurs de hautes responsabilités.

«Nous sommes volontiers prêts à un tel entretien», a écrit prince *Ghazi bin Muhammad bin Talal,* le 12 décembre 2007, en réponse à une lettre du pape dans laquelle celui-ci a exprimé sa gratitude face à l'initiative des sages de l'Islam. En effet, le directeur de l'Institut *Aal al Bayt* pour la pensée islamique à Amman, avait initié la lettre ouverte adressée au pape et à la chrétienté.

Les présidents des deux délégations qui se sont rencontrées ces derniers jours au Vatican, le cardinal *Jean-Louis Tauran,* président du Conseil pontifical du dialogue interreligieux, et cheik *Abdel Hakim Murad Winter,* un Anglais qui enseigne à la Chaire des Etudes Islamiques de la «Shaykh Zayed Divinity School» de l'Université de Cambridge, se sont exprimés, lors d'un communiqué de presse commun publié ces derniers jours, en faveur de la continuation et de l'intensification du dialogue islamo-catholique. Il y a été convenu de fonder un «Forum islamo-catholique» et d'organiser un premier séminaire au sein de ce forum à Rome, du 4 au 6 novembre 2008.

A cette séance de travail participeront 24 leaders spirituels, prêtres et pasteurs ou sages des deux côtés. Les débats auront pour thème: «Amour de Dieu, amour du prochain» avec des thèmes annexes: «Fondements théologiques et spirituels» et «Dignité humaine et respect réciproque». En clôture de leurs travaux les participants seront reçus par Benoît XVI.

La délégation islamique de la récente rencontre de deux jours au Vatican était composée de cinq théologiens venant de cinq pays différents: cheik Abdel Hakim Murad Winter*; Aref Ali Nayed,* professeur émérite de l'Institut pontifical pour les études arabes et islamiques (PISAI); *Sergio Yahya Pallavicini,* vice-président de la Communauté musulmane italienne («Communita Religiosa Islámica delle Italia» COREIS); *Ibrahim Kalin,* directeur de la «Seta Foundation» à Ankara (Turquie) et *Sohail Nakhooda,* rédacteur en chef de l'«Islamic Magazine», édité aux Etats-Unis.

La délégation catholique se composait de *Jean-Louis Tauran,* président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, Mgr *Pierluigi Celata,* secrétaire dudit conseil, Mgr *Khaled Akasheh,* responsable des questions islamiques dudit conseil, *P. Miguel Angel Ayuso Guixot,* président du PISAI, et *P. Christian W. Troll SJ,* professeur invité de l'Université pontificale Gregoriana.

Le prêtre *Andrea Pacini,* conseiller de la «Commission des relations avec l'Islam» au sein du Conseil interreligieux, a déclaré au micro de *Radio Vatican:* «Dans les débats interreligieux, le sujet de la ‹liberté religieuse› constitue un point délicat, mais c'est précisément pour cela qu'il importe beaucoup.»

Il a déclaré qu'en général il n'y avait pas un tableau homogène: «Par exemple, l'émir actuel du Qatar a permis aux communautés chrétiennes de construire des églises. Cela signifie pour les chrétiens qui y vivent qu'ils ne sont plus contraints de vivre dans la clandestinité. Il s'y ajoute que l'Etat leur a fait cadeau des terrains prévus pour y construire des églises.»

Le prêtre a souligné qu'il était néanmoins indispensable de régler la question de la liberté religieuse au niveau du droit international. Pour cela, le dialogue constant est impératif. •

Source: *www.zenit.org* du 5/3/08
(Traduction *Horizons et débats)*

«Si les musulmans et les chrétiens ne vivent pas en paix entre eux, le monde ne peut être en paix.»

Extrait de la lettre ouverte du 17 octobre 2007 à Sa Sainteté le Pape Benoît XVI et la chrétienté toute entière, signée par 138 théologiens musulmans

«Trouver un terrain d'entente entre musulmans et chrétiens n'est pas une simple question de dialogue œcuménique poli entre des leaders religieux sélectionnés. Le Christianisme et l'Islam sont respectivement la plus nombreuse, et la seconde plus nombreuse, religion dans le monde et l'histoire. On rapporte que chrétiens et musulmans représentent respectivement plus du tiers, et plus du cinquième, de l'humanité. Ensemble, ils constituent plus de 55% de la population mondiale, ce qui fait de la relation entre ces deux communautés religieuses le plus important facteur contribuant à une paix significative dans le monde. Si les musulmans et les chrétiens ne vivent pas en paix entre eux, le monde ne peut être en paix. Avec l'armement terrible du monde moderne, avec des musulmans et des chrétiens qui se côtoient étroitement partout comme jamais auparavant, aucune partie ne pourrait remporter unilatéralement dans un conflit entre plus de la moitié des habitants de la planète. Ainsi notre avenir commun est-il en jeu. La survie du monde lui-même est-elle peut-être en jeu.

Et à ceux qui, néanmoins, ont du goût pour le conflit et la destruction dans leur propre intérêt, ou calculent qu'ils parviendront finalement à vaincre par eux, nous disons que ce sont nos âmes éternelles elles-mêmes qui seront aussi en jeu si nous ne réussissons pas sincèrement à déployer tous nos efforts en faveur de la paix et de l'harmonie commune.

Dieu dit dans le Saint Coran: «En vérité, Dieu ordonne l'équité, la charité et la libéralité envers les proches, et Il interdit la turpitude, les actes répréhensibles et la tyrannie. Dieu vous exhorte ainsi pour vous amener à réfléchir.» (Al Nahl, 16:90) Jésus-Christ (sur lui la Paix) a dit: «Heureux ceux qui apportent la paix …» (Matthieu 5:9), et aussi: «Que sert à l'homme de gagner le monde entier, s'il damne sa vie?» (Matthieu 16:26)

Ne faisons donc pas de nos différences une cause de haine et de querelles entre nous. Rivalisons les uns avec les autres dans la piété et les bonnes œuvres. Respectons-nous les uns les autres, soyons bons, justes et aimables entre nous, et vivons dans la paix sincère, l'harmonie et la bonne volonté réciproque.»

Source: http://acommoword.com/lib/downloads/CW-Total-Final-French.pdf

Au début était le champ

La «Biokräuterei» (production d'herbes bio) d'Oberhavel (Allemagne) après sa première année de production – un portrait

par Juliane Felsch

Au début était le champ. Un homme et un rêve. En friche le champ au nord d'Oranienburg. L'homme est venu, il a semé et il a récolté. Il a donné aux gens du travail sur son champ. Alors le rêve de l'homme n'était plus un rêve – car le travail au champ portait des fruits.

Matthias Anders (53) est l'homme derrière cette histoire. Ce n'est pas un personnage biblique, mais un homme venu de Rhénanie il y a des années, il est allé à Berlin, plus tard à Lehnitz et depuis 2006 il est le chef de la *Biokräuterei Oberhavel.* Mais l'histoire racontée par le biologiste a vraiment un format biblique. *Mechthild Reichert* en a fait un film documentaire «Le début et la première année» – en septembre 2007 il a fêté la première à la fête des récoltes à Kuhhorst.

Le champ de la «Biokräuterei» Oberhavel. (photo mad)

Matthias Anders n'a d'abord pas voulu la raconter – l'histoire du jardin aux herbes qui s'étend au nord d'Oranienburg près du canal de Ruppin sur 15000 m2. Un projet pour ramener des chômeurs au travail; qui offre des jobs pour les ABM (ABM: mesures pour donner du travail aux chômeurs). L'arrondissement d'Oberhavel soutient la *Biokräuterei* ainsi que le maire de Lehnitz *Gerd Baer.* Il y a un an, les deux champs étaient encore en friche. En 2007, c'était la première année de production d'herbes bio.

Le temps de la récolte principale est passé. Dans sa cuisine à Lehnitz, une partie de la commune d'Oranienburg, M. Anders raconte. La machine à espresso, du bon vin sur les étagères et une cuisinière sur laquelle on imagine que se cuisent des spaghettis al dente. «Je commence tout de suite», dit Matthias Anders. «Dans une heure, je dois être au champ.» La première récolte a pris beaucoup de temps. S'y ajoutaient les pluies abondantes du mois de mai: la Kräuterei était sous l'eau, 60% de la récolte du persil étaient perdus. Des experts ont dû transpercer la couche de terre glaise pour faire écouler l'eau. Matthias Anders ouvre le frigidaire, il en sort des bocaux de sauce à assaisonner. «C'est le pesto classique – avec beaucoup, beaucoup de basilic.» Cette spécialité italienne est un produit de la *Biokräuterei.* Les ingrédients viennent du champ. On produit le pesto à l'école professionnelle pour la nutrition et la technique alimentaire à Berlin-Reinickendorf.

Mais sur le champ de la *Biokräuterei* pousse davantage que du basilic en grande quantité – produit de base du pesto italien. Des herbes bien connues comme l'estragon, la coriandre, la marjolaine, l'origan, la menthe, le pourpier potager et l'hysope, le thym et la mélisse citronnée sont au programme de la Kräuterei. On y trouve aussi un mélange d'herbes sauvages pour salades: de l'achillée millefeuille, de la roquette, de l'ortie, de la dent de lion et des fleurs comestibles. Herbe par herbe, les jardiniers les récoltent et les trient à la main. Pas de fauche, pas de machines.

Les herbes d'Oranienburg sont surtout vendues à Berlin. On peut aussi avoir ces plantes saines avec un abonnement bio. Des entreprises régionales de vente par correspondance comme les «Lebensmittler» (les alimentaires) livrent la marchandise fraîche jusqu'à la porte. A l'avenir, une fois que la Kräuterei sera une entreprise rodée, Matthias Anders veut vendre surtout dans les environs. Il a déjà le projet d'un stand de marché à Oranienburg. Aussi la Landesgartenschau 2009 (exposition nationale du jardinage) est fixée dans le calendrier de la Kräuterei.

Pour l'heure, le concept de vente de la Kräuterei se trouve encore dans une pile épaisse de papiers, à peine travaillée. Car en ce moment, tout tourne autour d'une seule chose: une première bonne récolte. Pas à pas, la *Biokräuterei* devra devenir une entreprise qui marche bien. L'objectif pour 2008: «Il faudra au moins pouvoir gagner les coûts des salaires et de la semence.» Matthias Anders ne parle pas de bénéfice. Cela ne correspondrait pas bien à cette histoire – à cette histoire du champ, de l'homme et du rêve.

Première publication dans la «Märkische Allgemeine» du 27/9/07
www.biokraeuterei.de

(Traduction *Horizons et débats)*

Croissance exponentielle – il faut surmonter un dogme

Le pétrole est-il vital?

par Wolfgang Blendinger, géologue dans le domaine du pétrole, Université technique de Clausthal et Klaus Bitzer, géologue, Université de Bayreuth

«Pour combien de temps le pétrole suffira-t-il?» Cette question est souvent posée. La réponse à cette question est simple et ébahissante: éternellement!

Mais attendez, n'avons-nous pas là un problème en face des prix élevés du pétrole, du slogan «s'éloigner du pétrole», de la discussion à propos d'alternatives?

La question doit être formulée autrement, car derrière, il se cache une tout autre problématique: pour combien de temps encore le pétrole bon marché, qui a ces dernières décennies dramatiquement élevé notre niveau de vie, suffira-t-il? Et pour combien d'êtres humains? Les réponses à ces questions sont du côté «officiel» également toutes simples: «Il y a 40 ans, on a prédit que le pétrole serait épuisé dans 40 ans et aujourd'hui, nous en avons encore pour 40 ans!»[1]

Est-ce vrai?

La réponse n'est plus aussi simple. Car d'abord, on doit définir, ce qu'on entend par «réserves de pétrole». Cela devient compliqué en raison du fait qu'il y a des sortes très différentes de pétrole, que l'on doit distinguer selon la densité, la viscosité et la sorte de gisement. Le pétrole n'apparaît pas de lui-même à la surface de la terre, mais on doit aller le chercher à l'aide de méthodes déployées et l'extraire ensuite. A certains endroits de la terre, le pétrole est facile à extraire, à d'autres endroits seulement avec beaucoup de peine par exemple dans les océans. De plus, il faut ajouter ce qu'on appelle les sables bitumineux qui seulement après un processus compliqué peuvent être traités pour obtenir du pétrole, tout comme les schistes bitumineux, qui ne contiennent pas de pétrole, mais n'en sont que le premier degré, ce qu'on appelle le kérogène.

L'extraction du pétrole bon marché diminue

Si tous ces gisements sont pris en considération dans la calculation des réserves, l'affirmation des «40 ans» est sans aucun doute correcte et même plutôt pessimiste. Une calculation des réserves est cependant significative seulement si l'on distingue les éléments des différentes sortes de pétrole brut. Nous avons besoin de pétrole bon marché, pour pouvoir rouler en voiture et prendre l'avion pour les vacances, chauffer nos maisons et pour que différents processus industriels puissent se dérouler à des prix avantageux.

Il va de soi qu'il faut d'abord trouver du pétrole avant de pouvoir l'extraire. Le sommet dans la découverte de nouveaux sîtes de pétrole bon marché et facile à produire était il y a 40 ans! Depuis, ceux-ci diminuent rapidement.

Depuis 2005 l'extraction de pétrole bon marché n'a plus augmenté, elle diminue même un peu. Les géologues définissent la quantité maximale d'extraction comme «peak oil» (le point culminant du pétrole), selon la représentation graphique de la courbe internationale d'extraction, qui correspond à la forme (assez déformée) d'une cloche. La branche montante de la courbe du graphique est déterminée en grande partie au niveau technique, la branche descendante est déterminée au niveau du physicalisme. Car cela prend du temps pour qu'un terrain pétrolifère soit accessible de manière optimale à l'aide d'un certain nombre de forages. Ensuite, l'extraction de pétrole diminue plus ou moins dans chaque terrain de manière continue, car on ne peut qu'extraire le volume du pétrole existant (et seulement une partie de celui-ci, en moyenne environ 40%), et plus l'extraction dure, plus la proportion d'eau (ou de gaz) qui coule dans les sondes servant à l'extraction est grande. Un phénomène simple de l'équilibre des mesures, car ce qui est enlevé au sous-sol, doit être remplacé par autre chose (avant tout par de l'eau, qui est en surabondance dans les spores minéraux). Comme on connaît assez exactement la quantité de pétrole «bon marché» et facile à produire trouvée dans le passé, on peut – à quelques années près – déterminer le moment correspondant à la quantité maximale d'extraction. Qu'elle ait été en 2005 ou qu'elle se situe seulement en 2011 ou en 2015, n'a pas d'importance. Après avoir atteint le point culminant, la production ne cesse de tomber – c'est une loi physique incontournable.

La question est donc la suivante: Pour combien de temps le pétrole bon marché suffira-t-il?

On commence lentement à comprendre que la perspective n'est pas bonne. Mais il y a encore les alternatives, ce qu'on appelle le «pétrole non-conventionnel» des océans, c'est-à-dire les sables et les schistes bitumineux! Toutes ces «alternatives» n'appartiennent cependant pas à la catégorie de l'or noir bon marché. Elles sont difficiles à extraire, les gisements sont relativement petits et sont situés dans des sîtes océaniques difficiles d'accès, ou bien on ne peut les distiller que lentement et qu'en minime quantité – par rapport à l'ensemble de l'extraction mondiale en pourcentage – comme par exemple le pétrole issu des sables ou des schistes bitumineux, dont la production est insensée. Ici, on investit plus d'énergie dans la production que l'on obtient du pétrole.

La guerre en Irak – déclenchement des guerres des ressources

La constatation selon laquelle «le pétrole suffit toujours pour les quarante prochaines années» est un non-sens par rapport au pétrole bon marché. Cette affirmation repose sur l'hypothèse optimiste non prouvée que le progrès technique facilitera à l'avenir l'extraction de gisements non-conventionnels comme ceux du pétrole bon marché. Cette hypothèse restera une illusion! «L'or noir» ne «s'épuisera» jamais. La question reste pourtant la suivante: combien d'êtres humains disposeront encore de cette énergie bon marché? Avec une population mondiale en hausse et une extraction de pétrole bon marché en baisse, la réponse est claire.

Avec une augmentation de la population mondiale à 9 milliards d'êtres humains en 2050 (elle est aujourd'hui de 6,8 milliards), il est prévisible que les besoins énergétiques ne seront plus couverts par le pétrole «bon marché». L'énergie sera plus chère et inatteignable pour une grande partie de l'humanité. L'accès à l'énergie déterminera encore plus fortement que dans le passé les relations entre les pays producteurs et les pays consommateurs. Si le «american way of living» n'est pas négociable comme l'Administration de *Bush* le divulgue, alors la guerre en Irak sera, plutôt que la fin, le déclenchement des guerres menées pour s'assurer les ressources.

Bio-énergie – la cannibalisation de notre environnement

La disparition de l'or noir bon marché s'exprime finalement aussi dans la concurrence entre la production de produits alimentaires et la bio-énergie, qui conduit à l'augmentation des prix des aliments et pousse déjà le Programme alimentaire mondial, un des programmes de l'ONU, à des restrictions.[2] Si cela continue comme jusqu'à maintenant, pour assouvir notre soif d'énergie, on ne laissera plus une paille pour les autres êtres vivants. Un autre exemple pourrait à peine mieux montrer la conséquence atroce de cet appel fatal que l'exemple suivant: «Soyez féconds, multipliez, remplissez la terre, et l'assujettissez; et dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, et sur tout animal qui se meut sur la terre.»[3] La production bioénergétique est le pas vers la cannibalisation de notre environnement.

La nourriture, l'énergie et la mobilité ne sont cependant pas les seuls points décisifs qui sont concernés par la perte de l'énergie bon marché. La distribution de l'énergie au sein des sociétés contient un potentiel de conflits, qu'on peut à peine estimer et qui apparaît pourtant occasionellement à la surface des sociétés fonctionnant apparemment bien, comme récemment en Italie et il y a quelques années en Grande-Bretagne. On verra de quelle résistance les démocraties occidentales feront preuve, quand on introduira les bons d'achat pour l'essence et que le fioul sera durablement contingenté. Ces réflexions ne sont pas pessimistes. *Jeroen van der Veer*, le président du conseil d'administration de *Shell*, décrit dans une prise de position de février 2008[4] à propos de l'approvisionnement énergétique futur, que nous nous trouvons aujourd'hui devant la décision de parvenir aux changements inévitables dans notre consommation d'énergie soit par une évolution planifiée («blueprint») soit par une course sans égards («scramble»). Déjà en 2015, l'approvisionnement du marché en pétrole et en gaz faciles à extraire ne fera plus face à la demande. Le résultat du processus d'adaptation sera en tout cas le même: Le monde devra déjà bientôt faire avec beaucoup moins d'énergie fossile.

La cause du mal: la croissance exponentielle

On peut à peine prévoir comment les habitudes économiques et de vie devront être modifées et optimisées dans un proche avenir de manière à ce que la fin du pétrole bon marché ne soit pas perçue comme une rupture dans l'histoire de l'humanité. L'espoir concernant l'innovation, le progrès technique et la capacité d'adaptation des êtres ne résoudra pas le problème fondamental des ressources limitées, aussi longtemps que la cause du mal ne sera pas abordée: Le nom de la maladie est «la croissance exponentielle». L'épuisement du pétrole bon marché nous offre une chance de reconnaître l'évolution mortelle de cette maladie. Aussi longtemps qu'on enlève le droit d'existence à d'autres êtres vivants de notre planète au profit d'une population mondiale en croissance continue et aussi longtemps que chaque habitant de cette terre voit dans l'entassement de plus en plus d'affaires principalement inutiles la raison de vivre, il ne pourra y avoir de «guérison».

N'existe-t-il donc pas d'alternatives? Il est difficile de s'imaginer un monde avec des voitures électriques, quand déjà l'approvisionnement en électricité touche à beaucoup d'endroits à des limites de capacité. Si l'on regarde dans le temps avant l'utilisation des énergies fossiles, alors il est possible que l'avenir énergétique ne soit pas si noir que ça. Les êtres humains ont vécu des millénaires sans pétrole et la cause de leur mort n'était pas a priori le manque d'essence, de diesel ou de kérosène. On peut douter bien sûr que cela soit valable aujourd'hui, à un moment où la population mondiale se situe de 10 à 15 fois au dessus de la résistance biologique de la terre. Le pétrole que nous gaspillons principalement de nos jours, n'est pas vital. La question intéressante en rapport avec la disposition énergétique future est la suivante: Comment réussirons-nous à surmonter le dogme de la croissance? •

---

1 Informationsstelle Heizöl: Wie weit reicht unser Öl? *www.erdoel.ch/doc/)/971203029217102002.pdf* (Remarques des auteurs: […] «notre pétrole» […]: la Suisse, de même que beaucoup de pays de l'UE, dispose de gisements pétrolifères négligeables. On admet que par exemple le pétrole de l'OPEC ou celui de la Russie soit «notre pétrole» […])

2 *Spiegel online*: Gestiegene Lebensmittelpreise: Der Kampf um die Nahrung, 25/2/2008 *www.spiegel.de/wirtschaft/0;1518,537634,00.html*

3 La Bible, Genèse 1–28

4 Prise de position de Jeroen van der Veer (Shell) sur l'approvisionnement énergétique futur: *www.shell.com/home/content2/de-de/society_environnement/the_energy_challenge/two_energy_futures.html*

(Traduction *Horizons et débats)*

Les temps difficiles sont des temps de famine

Révoltes alimentaires en Guinée, en Mauritanie, au Mexique, au Maroc, au Sénégal, en Ouzbékistan et au Yémen

L'indice des prix pour l'alimentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO (*Food and Agriculture Organziation)* est basé sur les prix d'exportations de 60 aliments négociés sur le plan international. L'année dernière cet indice a augmenté de 37% et les effets sont déjà visibles: Selon la FAO il y a déjà eu ces derniers mois des révoltes alimentaires en Guinée, en Mauritanie, au Mexique, au Maroc, au Sénégal, en Ouzbékistan et au Yémen. Les prix alimentaires des USA ont augmenté de 4,9% en 2007, la plus forte augmentation de prix depuis 1990. Les salaires hebdomadaires réels par contre ne peuvent soutenir la concurrence, ils n'ont augmenté que de 0,9%. L'Indonésie a dû décréter l'état d'urgence afin de calmer les manifestations de rues à cause de la hausse du prix du soja. Cette hausse a été déclenchée par des fermiers américains, qui voulaient cultiver non seulement du soja mais également du maïs pour l'industrie des biocarburants. La demande de soja croissante de la part de la Chine et de mauvaises récoltes en Argentine et au Brésil ont également contribué à la hausse des prix. En même temps l'Indonésie vit les plus graves révoltes de famine depuis la «crise de la tortilla» de l'année passée au Mexique.

Selon la *Banque asiatique de développement,* l'augmentation des prix des céréales exposent en plus 300 millions de pauvres dans les zones rurales du monde entier au risque de famine, en particulier dans les pays de l'Asie du Sud tels que l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh. Dans la région de l'Asie du Sud et du Pacifique, 610 millions de personnes sont considérées comme pauvres ou devant vivre avec moins d'un dollar par jour. La Russie, qui connaît la famine, a prélevé un droit de douane sur ses exportations de céréales afin de pouvoir les garder dans le pays. •

Source: *The Privateer* n° 596, février 2008

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom:

Rue / N°:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51

CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Des femmes protestent contre l'agro-industrie au Brésil

La sécurité alimentaire est un droit de la population

Actuellement, des dizaines de milliers de paysannes manifestent contre l'expansion de l'agro-industrie dans le plus grand pays de l'Amérique du Sud. L'occupation des plantations du producteur suédois finlandais de cellulose *Stora Enso*, le 4 mars dernier, a marqué le déclenchement de protestations partout dans le pays. Ce jour-là, environ 900 femmes du mouvement des paysannes, membre brésilien de l'organisation paysanne internationale *Via Campesina*, ont occupé les domaines de la multinationale scandinave du papier dans l'Etat fédéral Rio Grande do Sul, dans le sud du pays.

Le gouvernement a mobilisé des unités de la brigade militaire PM, qui a vidé le camp des manifestantes avec violence. 700 femmes ont été arrêtées et 60 ont été blessées. Pour protester et marquer leur solidarité avec ces femmes, des organisations paysannes ont bloqué huit routes dans l'Etat fédéral et accusé l'Etat brésilien d'être à la solde d'une entreprise étrangère.

Elles ont rapporté que *Stora Enso* opérait de façon illégale dans le pays. En effet, le groupement s'est approprié de grandes surfaces de sol dans la région frontière d'Uruguay, ce qui est interdit aux entreprises étrangères selon les lois brésiliennes.

Dans un appel à la protestation on peut lire: «Nous, les femmes de *Via Campesina* à Rio do Sul, sommes de nouveau dans la rue cette semaine, afin de continuer notre lutte contre l'«agro-business» et de défendre la sécurité alimentaire de la population brésilienne. La sécurité alimentaire est un droit de la population qui ne peut être garanti que par une production alimentaire qui maintient la diversité biologique et les méthodes traditionnelles dans chaque région. Aujourd'hui les richesses naturelles de notre pays sont entre les mains des entreprises internationales de l'agro-industrie et la population perd de plus en plus l'accès au sol, à l'eau et aux aliments.»

Lors de la journée internationale de la femme nous intensifierons les actions partout dans le pays. Le Brésil, qui fleurit économiquement, se distingue surtout par la répartition injuste du sol et par le clivage inexcusable entre riches et pauvres. Au cours des dernières décennies, l'expansion agressive des monocultures de l'agro-industrie a aggravé les conflits sociaux et ruraux et elle a privé des millions de petits paysans de leur sol. Les eucalyptus, le soja et la canne à sucre pour l'exportation couvrent de vastes surfaces de sol afin de satisfaire la consommation des pays du nord. Pendant qu'on inonde les bureaux avec du papier, qu'on engraisse les animaux domestiques avec du soja et qu'on remplit les réservoirs des voitures avec de l'éthanol, la population paysanne du Brésil souffre de sous-alimentation. C'est pourquoi les femmes de *Via Campesina* exigent qu'on cultive de nouveau les plantes traditionnelles et des espèces pour la consommation locale. De plus, elles exigent un repeuplement de la campagne par des paysans.

Dans un message, envoyé à «Sauvez la forêt vierge», le mouvement des paysannes rapporte: «Les plantations des eucalyptus s'étendent de façon extensive par les activités des entreprises internationales comme *Stora Enso*, qui achètent le sol des petits paysans, remplacent la culture traditionnelle par de grandes plantations d'eucalyptus et de pins pour la production de cellulose décolorée pour l'exportation et expulsent ainsi les familles paysannes de leurs terres.»

Depuis 2006, la journée internationale de la femme est devenue jour de manifestation des paysannes en Brésil. Les années passées, on a occupé la plantation et la serre du producteur de cellulose Aracruz. Les femmes voulaient attirer l'attention sur la logique contradictoire de l'«agro-business». Dans un rapport de protestation on pouvait lire qu'on n'investissait pas assez dans la production des aliments mais énormément dans les monocultures industrielles et les «déserts verts». •

Source: *www.regenwald.org* du 7/3/08, communiqué de presse du jour international de la femme, le 8 mars 2008. (Traduction *Horizons et débats*)

Pépinière d'eucalyptus de Bahia (Brésil): «Au cours des dernières décennies, l'expansion agressive des monocultures de l'agro-industrie a aggravé les conflits sociaux et ruraux.» (photo Stora Enso)

Les œuvres religieuses refusent l'utilisation élargie de biocarburants

Les œuvres religieuses allemandes «Pain pour le monde» («Brot für die Welt») «Misereor» et «Evangelischer Entwicklungsdienst» (EED) refusent l'élargissement du recours aux biocarburants planifié par le gouvernement fédéral allemand. «Cette mesure est doublement contre-productive. Elle ne sert pas à la protection du climat, mais aggrave le problème de la famine dans le monde», a déclaré *Danuta Sacher*, directrice du service «politique et campagnes» de «Pain pour le monde». Aujourd'hui déjà les plantes énergétiques sont en concurrence avec l'approvisionnement en nourriture. L'extension de l'utilisation de biocarburants a été discutée lors de la consultation parlementaire du 20 février concernant l'exploitation de la biomass.

«Nos partenaires du Sud sont alarmés, car suite au boom des plantes utilisables pour la production d'énergie se profile une aggravation des conflits pour les ressources, telles le sol et l'eau», déclare Mme Sacher. Il est à craindre que les produits alimentaires se raréfient et augmentent de prix et que la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté dans les pays en voie de développement s'en trouve en danger.

Bernd Bornhorst, directeur du service «politique de développement» chez «Misereor» craint que les plus pauvres ne soient une fois de plus les perdants: «Dans des pays tels le Brésil, l'Indonésie et la Malaisie, nous sommes contraints à observer comment des dizaines de milliers de familles paysannes perdent leurs bases d'existence parce que la terre qu'ils travaillent en partie depuis des générations est transformée maintenant en plantations de palmiers à huile et de cannes à sucre. La perte en emplois est cinq fois plus élevée que le nombre des nouveaux emplois.» Le taux du mélange prescrit pour les biocarburants doit donc être diminué et avant tout il faut développer des critères durables sur le plan écologique et social et ensuite contrôler leur valeur pratique. Les critères présentés par le gouvernement en vue d'une certification ne sont pas encore arrivés à maturité.

Wilfried Steen, directeur de l'EED, déclare: «Il nous faut une justice climatique pour que la sécurité de l'approvisionnement en carburant ne soit pas en contradiction avec la sécurité alimentaire des pauvres de ce monde. Chez nous, la justice climatique doit se baser sur un changement profond de notre style de vie. Dans le combat contre les changements climatiques, l'utilisation d'énergies renouvelables et produites de manières décentralisées dans le monde entier est inévitable. Mais on établit de fausses priorités si l'on remplace simplement les matières premières fossiles par des matières premières d'origine végétale au lieu de réduire le trafic et d'augmenter l'efficacité énergétique. •

Source: *www.brot-fuer-die-welt.de/presse* (Traduction *Horizons et débats)*

Le grand barrage d'Ilisu

1500 habitants de la Turquie de l'Est s'apprêtent à demander l'asile

Protestations devant les ambassades européennes à Ankara

Au moins 1500 habitants de la vallée du Tigre, dans le Sud-Est de la Turquie, demanderont l'asile à la Suisse, l'Autriche et l'Allemagne si le grand barrage d'Ilisu est construit. Cet ouvrage inondera totalement leur région. Aujourd'hui, une centaine d'entre eux remettent les lettres de leurs compatriotes aux ambassadeurs des trois gouvernements qui, en 2007, avaient accordé des assurances contre les risques à l'exportation pour ce projet de grand barrage.

Une centaine d'habitants d'Hasankeyf, ville historique de l'Est de la Turquie, a fait le long voyage depuis la vallée du Tigre jusqu'à la capitale Ankara. Ils se sont rendus auprès des ambassades suisse, allemande et autrichienne afin de leur remettre des lettres de 1500 habitants de la région qui entendent bien demander l'asile si leur patrie disparaît sous les flots.

Mme *Behiye Kepti* habite le village de Suçeken, proche d'Hasankeyf, qui est lui aussi menacé de disparition. Selon elle, cette action exceptionnelle est pleinement justifiée: «La Suisse porte un part de responsabilité dans notre destin. Nous allons tout perdre dans le lac de retenue d'Ilisu. C'est à ceux qui nous enlèvent les fondements de notre vie, nos racines et notre histoire qu'il incombe de s'occuper de nous et de se soucier de notre futur.»

Les intéressés s'adressent à la conseillère fédérale *Doris Leuthard* ainsi qu'aux chanceliers *Angela Merkel* et *Alfred Gusenbauer*: «Hasankeyf est notre histoire, notre culture et notre mémoire.» Ils leur demandent de retirer immédiatement leur soutien au projet du barrage d'Ilisu et constatent que la région aurait plutôt besoin d'un appui pour le développement du tourisme et de l'agriculture.

A l'instar de madame Kepti, les 55 000 familles concernées ne croient plus aux promesses de la *Direction générale des travaux hydrauliques turque* (DSI). Ni d'ailleurs au soutien des gouvernements européens sensés atténuer les conséquences négatives du projet. Aujourd'hui, des milliers de déplacés d'autres barrages tentent de survivre dans les bidonvilles des grandes agglomérations. De plus, les premières expropriations liées au chantier d'Ilisu ont révélé que la DSI a ignoré les exigences de la Suisse et qu'il n'y a pas assez de terres fertiles pour permettre à ces personnes de commencer une nouvelle vie.

Christine Eberlein, de la *Déclaration de Berne*, le dit clairement: «Les demandes d'asile des intéressés et leurs protestations contre la liquidation unilatérale de leur patrimoine est la conséquence directe de l'implication de la Suisse dans ce projet, à une époque et dans une région politiquement très sensibles.»

En mars 2007, les gouvernements suisse, autrichien et allemand ont accordé des assurances contre les risques à l'exportation aux entreprises impliquées dans la livraison de l'équipement électrique pour le grand barrage. Ils ont ainsi donné le feu vert au financement et à la construction de cet ouvrage controversé, bien que le projet d'Ilisu présente de sérieux manquements aux standards internationaux en matière de déplacements, de protection culturelle et d'écologie. En outre, le lac de retenue, d'une longueur de 150 km, se trouverait en territoire kurde, à la frontière avec la Syrie et l'Irak. Une situation qui prend ainsi une dimension politique inquiétante. •

Source: Communiqué de presse de la *Déclaration de Berne* du 4/3/08, *www.evb.ch/fr/p25013765.html*

Pour en savoir plus sur le grand barrage d'Ilisu

Diren Özkan, Diyarbakir, Initiative to Keep Hasankeyf Alive, +90 535 897 7 66, *hasankeyfgirisimi@gmail.com*

Christine Eberlein, Déclaration de Berne, +41 *44 277 70 08, ceberlein@evb.ch, www.evb.ch/ilisu*

Anne-Kathrin Glatz, Déclaration de Berne, +41 21 620 03 09, *glatz@ladb.ch, www.ladb.ch*

Heike Drillisch, WEED, +49 177 345 26 11, *heike.drillisch@weed-online.org, www.weed-online.org/ilisu*

Ulrich Eichelmann, Eca-Watch Autriche, +43 676 62 15 12, *ulrich.eichelmann@eca-watch.at, www.eca-watch.at*

www.stopilisu.com

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Protéger la terre et le paysage

par Reinhard Koradi, Dietlikon

D'après la volonté du Conseil fédéral, des étrangers pourront à l'avenir acheter des terrains en Suisse sans procédure compliquée. La *lex Koller* qui a fait ses preuves ne serait plus nécessaire aujourd'hui, selon l'argumentation du Conseil fédéral et des profiteurs de l'abrogation. Jusqu'à présent, des demandes semblables n'ont pas eu de succès auprès du peuple suisse. La protection du territoire est profondément ancrée dans notre pays. Malgré tout cela, le Conseil national décidera ces prochains jours l'abrogation de la Loi fédérale sur l'«Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger».

La proposition d'abrogation de cette loi a été justifiée avec l'espoir «d'importantes impulsions pour l'économie nationale».[1] Le Conseil fédéral sachant très bien que cette intention rencontrera certainement une résistance considérable dans la population et au Parlement, il se sert une nouvelle fois de l'astuce des «mesures d'accompagnement». Des mesures d'accompagnement sont – comme les expériences l'ont montré – sans effet et ne servent qu'à calmer les opposants d'un projet ou à freiner l'effet d'arguments justifiés. Le Conseil fédéral est apparemment conscient du fait que l'ouverture du marché des terrains et des immeubles en Suisse aux personnes résidant à l'étranger favorise de manière inquiétante les étrangers fortunés et les régions touristiques au dépens de la nature, du paysage et de la population indigène, c'est pour cette raison qu'il offre en tant que tranquillisant des mesures d'accompagnement de planification de l'aménagement du territoire.

La *lex Koller* est une protection efficace et absolument nécessaire de la terre et du paysage empêchant leur destruction suite à une recherche du profit unilatérale. L'espace vital naturel est de plus en plus transformé par des interventions basées sur l'économie du marché. Partout dans le monde on défriche les forêts, on construit les terrains arables et les espaces publics de détente et récréation. Les terres sont devenues l'un des multiples objets de spéculation qui apporte des gains énormes à certains mais qui signifient pour la grande majorité des populations une augmentation du coût de la vie menaçant l'existence.

«Les terres sont devenues l'un des multiples objets de spéculation.» (photo gbh)

L'abrogation de la *lex Koller* doit être considérée en vue des projets touristiques annoncés et planifiés en Suisse. Des investisseurs étrangers sont prêts à investir des centaines de millions dans des «oasis de détente» pour les super riches; ainsi à Andermatt (200 à 300 millions de francs), à Crans Montana (environ 350 millions), sur la Schatzalp au-dessus de Davos (160 millions). Il est prévu de transformer Lenzerheide – jusqu'à présent un lieu privilégié pour les vacances en famille – en une station ultra-chic pour les super riches qui catapultera ce village dans la «top-class» de l'offre touristique en Suisse. Pour la plus grande partie de la population suisse et pour les familles avec enfants Lenzerheide deviendra une zone interdite à cause de leur manque de pouvoir d'achat.

Le cristal de Botta à Celerina et la tour du «Petit Cervin» sont d'autres ingérences qui préparent le tourisme suisse, avec des capitaux étrangers, à accueillir un nouveau public. Celui qui ne peut pas débourser 2000 francs par personne et par nuit n'aura – selon les projets de la haute finance – plus de permission de séjour dans ces stations touristiques.

A la place de la *lex Koller* on aura alors la lex «du compte en banque bien garni»! La plupart des projets énumérés ici pourraient encore échouer suite à la *lex Koller* – c'est pour cette raison qu'elle doit être éliminée. Le projet d'Andermatt a été autorisé à l'encontre de la loi existante, mais les autorités ne laisseront pas passer d'autres infractions de la sorte.

Ces projets dans les Alpes n'ont rien à voir avec un tourisme moderne. Il nous faut des projets durables qui ménagent le paysage, sans colosses en béton. A part les arguments de politique sociale et environnementale il y a donc aussi des raisons économiques contre l'abrogation de la *lex Koller.*

Espérons que nos représentants à Berne s'en rendent compte et qu'ils donneront la priorité au bien du peuple plutôt qu'au bien des investisseurs étrangers. •

[1] Message du Conseil fédéral

Le 12 mars, le Conseil national a renvoyé au Conseil fédéral l'abrogation de la lex Koller. Par 115 voix contre 67, la Chambre du peuple n'a pas voulu d'une suppression de cette loi sans mesures d'accompagnement plus musclées pour lutter contre la spéculation et les effets désastreux des «lits froids».

Abandon du projet de fusion du Klettgau (Schaffhouse)

par Marianne Wüthrich, Zurich

Les lecteurs d'*Horizons et débats* s'en souviennent: Depuis des années le gouvernement du canton de Schaffhouse essaye de persuader les communes de la prétendue nécessité de la fusion des communes – jusqu'à présent sans grand succès. D'abord la tentative de ramener 34 communes schaffhousoises à sept grandes communes a échoué: Dans la procédure de consultation du printemps 2005 sur le projet *sh.auf,* la prise de position négative de la majorité des conseils communaux était tellement claire que le Conseil d'Etat s'est abstenu de poursuivre son ambitieux projet.

Déjà pendant l'élaboration de *sh.auf,* les réformateurs, inspirés par l'esprit du temps, ont essayé d'amener un certain nombre de communes sélectionnées à se mettre à disposition comme cobayes pour pouvoir dire au peuple: Vous voyez, nous n'avons pas besoin de faire le bonheur des communes malgré elles, ce sont elles-mêmes qui souhaitent la fusion.

Les communes SWKU: projet modèle

A cette fin, cinq communes du district d'«Unterer Klettgau» ont été choisies, soit Hallau, Oberhallau, Neunkirch, Wilchingen et Trasadingen. Le «Verein zur Struktur- und Wirtschaftsentwicklung Unterer Klettgau» (SWUK) (Association pour le développement structurel et économique de l'Unterer Klettgau), fondée en 2001 déjà, a été créé pour soutenir le projet de transformation du canton afin de persuader les habitants que sans fusion leurs communes n'étaient pas capables de survivre à long terme. A l'aide d'«arguments» amplement connus maintenant et réfutés depuis longtemps, on a essayé de désorienter les habitants des villages: L'administration des petites communes est trop coûteuse; elle le serait moins en cas de fusion; les petites communes ont des difficultés à pourvoir leurs postes administratifs et c'est plus facile dans une grande commune; les petites communes ont de la peine à s'imposer en tant que sites économiques, etc. Depuis des années, des projets coûteux sont élaborés dans l'Unterer Klettgau par de nombreux groupes de travail que les communes vouées à la disparition ont dû financer elles-mêmes.

Premier flop: Hallau refuse de fusionner

En 2005, les assemblées communales des cinq villages ont organisé en même temps une votation sur la fusion. Premier flop: L'assemblée communale de Hallau, une des plus grandes communes, a refusé la fusion. Par la suite, Unterhallau, la petite voisine de Hallau, s'est retirée du projet de grande fusion.

Les conseils communaux des trois communes restantes - Neunkirch, Trasadingen et Wilchingen - ont élaboré un projet de fusion plus restreint sous le nom de «Projet de fusion Chläggi (Klettgau)». D'après le site Internet, les «détails de la fusion devront être élaborés dans un processus commun de formation de l'opinion. Les habitants des communes peuvent participer activement à cette élaboration et contribuer ainsi à la réforme des communes. Le concept de base sera approfondi au sein de groupements professionnels et enrichi de données et de faits.»

Deuxième flop: les conseils communaux de Neunkirch, Trasadingen et Wilchingen annulent tout

Il était prévu que les assemblées communales des trois villages se prononcent une nouvelle fois le 9 avril prochain sur la question de la dissolution de leurs chères communes au profit d'une structure artificielle. Mais, ô surprise, il n'en sera rien.

Que s'est-il passé? Le 27 février dernier, on pouvait lire dans la *Schaffhauser Zeitung*, à la grande joie de tous les partisans d'une Suisse composée de communes vivantes et autonomes, que les conseils communaux de Neunkirch, Trasadingen et Wilchingen avaient tiré le signal d'alarme: Ils vont recommander aux citoyens de s'opposer au projet de fusion lors des assemblées communales du 8 avril. Il y a eu des «désaccords insurmontables» à propos du plan financier de la future commune unique. Les autorités, qui avaient défendu depuis deux ans le projet de fusion, n'ont manifestement pas pu se mettre d'accord surtout sur la question de l'utilisation des deux millions qu'ils auraient reçus du canton pour leur bonne volonté. En outre, on a appris que dernièrement les budgets des trois communes dégageaient des bénéfices. Donc elles n'allaient pas trop mal économiquement?

«Les trois communes n'ont pas réussi à se rapprocher pendant tout ce temps»

Pour tous les observateurs des tentatives des gouvernements cantonaux de «simplifier leurs structures» en essayant d'amener les communes à fusionner et à devenir de plus en plus des structures dirigées de façon centralisée, les propos de la présidente du Conseil communal de Neunkirch *Annegret Steinegger* concernant l'abandon du «Projet de fusion Chläggi» constituera un avertissement très clair:

«Nombreux sont ceux qui ont aidé à construire cette maison nommée fusion, mais le rapprochement n'a pas eu lieu pendant tout ce temps, ni dans la population ni dans l'administration.» (*Schaffhauser Nachrichten* du 27/2/08)

Cela doit faire réfléchir tous les citoyens sérieux. Pendant des années, on a, au sein de l'Unterer Klettgau, bricolé une restructuration des communes, cela a coûté beaucoup d'argent et d'heures de travail; on n'a pas cessé, avec l'aide des autorités cantonales et de conseillers en organisation, de chercher à persuader la population qu'elle se porterait mieux dans une grande commune que dans leurs anciens villages. Le canton a promis deux millions (c'est beaucoup pour trois communes économes et modestes), mais tout cela pour des prunes! Les gens ne veulent pas renoncer à leur commune. «Elles n'ont pas réussi à se rapprocher», a constaté la présidente du conseil communal qui, il y a quelques années, s'est engagée avec zèle en faveur de ce grand projet.

Cette expérience décisive est une confirmation pour tous ceux qui mettent en garde contre l'abandon des structures suisses qui se sont constituées au cours des siècles. L'importance des petites communes en tant qu'espaces de vie dans notre réseau serré de relations, l'importance de leurs conséquences bénéfiques aux plans personnel et social ne devraient pas être sous-estimées, surtout dans le monde d'aujourd'hui avec ses importants problèmes économiques et humains. N'abandonnons pas à la légère ce fondement du fédéralisme et de la démocratie directe d'une Suisse économiquement performante. •

Courrier des lecteurs

La fusionnite

Après le SRAS et la *grippe aviaire*, la Suisse est actuellement atteinte d'une autre pandémie qu'on appelle *fusionnite* dans les milieux spécialisés. Son foyer se trouve en Belgique, plus précisément autour de Bruxelles. Son agent pathogène passe pour être extrêmement dangereux et contagieux. Depuis le début du IIIe millénaire, ce virus sévit en Suisse également. Ce sont surtout des petites structures autonomes qui en sont les victimes, mais un nombre croissant d'assez grandes communes autrefois prospères et autonomes sont touchées.

C'est via les porteurs de l'administration des cantons que le virus se répand à une vitesse fulgurante dans toute la Confédération. Il fait des ravages depuis un certain temps dans le canton de Lucerne, mais on en remarque les premiers excès également dans la région de Berne et dans le sud de la Suisse. Une fois qu'une administration en est atteinte, il n'y a plus de chance de prompte guérison.

Quelles mesures de protection peut-on recommander contre le virus? On doit d'abord conseiller de ne pas se laisser éblouir par les projets mégalomaniaques. Ce sont des symptômes caractéristiques de personnes déjà atteintes de *fusionnite*. Il ne faut pas se laisser avoir par leurs promesses séductrices si l'on veut rester en bonne santé. C'est le seul moyen de lutter contre le mal. Et il ne faut jamais oublier que la *fusionnite* n'est qu'un signe avant-coureur. La prochaine pandémie qui nous envahira, si nous ne nous opposons pas à la *fusionnite*, sera sans doute le turbo de l'UE. Et au plus tard à ce moment-là, notre liberté sera perdue à jamais.

Anian Liebrand,
Comité contre le «Grand Lucerne»